

Arbeitspapiere / Working Papers

Nr. 20

Tilo Grätz

**ADMINISTRATION ETATIQUE ET SOCIETE LOCALE A TANGUIETA
(NORD DU BENIN)**

Une analyse politique suite à des interprétations des événements de
février 1996 à Tanguiéta



The Working Papers are edited by

Institut für Ethnologie und Afrikastudien, Johannes Gutenberg-Universität,
Forum 6, D-55099 Mainz, Germany.

Tel. +49-6131-392.3720, Email: ifeas@mail.uni-mainz.de;

<http://www.uni-mainz.de/~ifeas>

Geschäftsführender Herausgeber/ Managing Editor:

Thomas Bierschenk (biersche@mail.uni-mainz.de)

**ADMINISTRATION ETATIQUE ET SOCIETE LOCALE A TANGUIETA
(NORD DU BENIN)**

*Une analyse politique suite à des interprétations des événements de février 1996 à
Tanguiéta*

Tilo Grätz¹

Sommaire:

1. Introduction.....	2
2. Morts, héros, vengeance. Essai de reconstruction des evenements de fevrier 1996 à Tanguiéta.....	2
3. Analyse: état, champ politique local et discours populaires	4
4. Retrospective: changements historiques et la crise generale actuelle de legitimite de l'état ..	26
5. Perception generale des changements dans l'histoire de la commune	47
6. Resumé: aspects historiques de la relation état - societes locales a tanguieta	49
7. Conclusion: les relations entre la population et l'administration étatique dans la région de Tanguiéta.....	53
8. Epilogue (janvier 2003)	59

¹ Tilo Grätz, MPI für ethnologische Forschung, PF 110351, 06017 Halle/Saale, tel. 0341/2927-124, fax 0341/2927-402, graetz@eth.mpg.de

1. INTRODUCTION

Actuellement, les différentes régions du Bénin traversent des profonds changements politiques, induits principalement par la politique de la démocratisation et de la démonopolisation et présentement surtout marquée par les effets de la décentralisation de l'Administration territoriale. Quels sont les enjeux principaux de ces transformations, comment jouent-elles sur les rapports quotidiens des acteurs aux différentes échelles politiques ?

L'article explore particulièrement les relations entre les représentants de l'Etat central et les différents pouvoirs locaux dans une localité au Nord du Bénin à la veille de la décentralisation. A travers l'analyse d'une situation sociale particulière- les événements violents en 1996 à Tanguiéta et leurs effets, diverses pistes d'interprétations seront proposées afin de s'approcher à la problématique la plus pertinente: la question de la légitimité des administrateurs étatiques, représentant un état désengageant, peu efficace et intervenant souvent de façon arbitraire.

L'interprétation des configurations politiques actuelles n'étant guère possible dans recours à l'histoire politique locale, une rétrospective historique est insérée.

L'article conclut avec le postulat administration décentralisée équilibrant les divers intérêts publics dans une communauté plurielle.

Cette étude s'appuie sur une interprétation des événements particuliers de février 1996 que l'on tentera d'abord de reconstruire².

2. MORTS, HEROS, VENGEANCE. ESSAI DE RECONSTRUCTION DES EVENEMENTS DE FEVRIER 1996 A TANGUIETA

Première partie: Morts et Revanchards

Mercredi, le 21 février 1996

Trois gendarmes d'une unité spéciale, habillés en civil, vont en voiture au centre de Tanguiéta pour procéder à l'arrestation de Georges Bandélé. Bandélé est un soldat évadé de prison, recherché par les services de sécurité depuis trois ans. Il fait partie d'un groupe de militaires constitué autour de l'officier Capitaine Pascal Tawès, qui, en 1992, fut accusé d'avoir tenté un coup d'État contre le président Soglo et qui avait réussi à s'échapper de la prison pour se cacher au Nord du Bénin. Au cours de l'arrestation a lieu

² Le texte se base sur des recherches effectuées dans la région de Tanguiéta entre 1995 et 1996, financées par la DFG et l'École post-graduée du Département de Sociologie de l'Université de Bielefeld, Allemagne.

une altercation, lors de laquelle Bandélé lui-même et un gendarme sont tués à coups de feu. Un deuxième gendarme est grièvement blessé. Le gendarme qui n'est pas blessé emmène son collègue à l'hôpital de Tanguiéta. Une foule s'est vite rassemblée, surtout des jeunes, et poursuit le véhicule du gendarme qui rentre à la gendarmerie où il cherche à se protéger. Sa voiture et une paillote à côté sont incendiées. La gendarmerie est ensuite prise d'assaut et saccagée. Mobiliers et vitres sont cassés, des détenus mis en liberté. Les gendarmes s'enfuient et se protègent en tirant des coups de sommation et en dispersant du gaz lacrymogène. Dans l'après-midi, un renfort de Natitingou disperse les attaquants qui n'ont pas réussi à se saisir du gendarme qui voulait arrêter Bandélé.

Après cet incident, tout le monde parle du sous-préfet de Tanguiéta Martin Bio Bakindé, qui avait poussé les forces de sécurité à l'arrestation. D'un côté, certaines personnes parlent d'excès de zèle et de maladresse, parce qu'on se trouve en pleine campagne électorale. De fortes tensions ont déjà eu lieu entre les militants du président sortant Soglo (dont le sous-préfet) et les militants du candidat Kérékou présents surtout dans le Nord du pays.

De l'autre, des voix plus radicales qualifient Bakindé de traître. Les gendarmes qui ont été chargés de l'arrestation appartenaient à un commando spécial: les gendarmes locaux n'auraient jamais osé toucher Bandélé. Il n'est pas possible de clarifier complètement quel rôle le sous-préfet lui-même a joué dans cette affaire, et d'où provenaient les ordres et quels objectifs les sous-tendaient (de la part du ministre de l'intérieur - donnés à dessein pendant la campagne électorale ?).

Deuxième partie: Chronique d'une mort évitable

Jeudi, le 22. février 1996

Le préfet de l'Atakora, Achimi Razack, arrive à Tanguiéta accompagné du sous-préfet Martin Bio Bakindé et de trois politiciens et fonctionnaires d'État, tous issus de la région et en campagne électorale pour le président Soglo. Il s'agit de Raphaël Windali N'Ouény, Directeur de l'Alphabétisation³; Alassane Tigri, à l'époque Ministre de la Jeunesse et des Sports⁴; et Moussa Diallo, le Secrétaire Général du Préfet du Département de Atakora. Le préfet avait insisté pour régler lui-même la situation sur les lieux, malgré les conseils que ces intermédiaires lui avaient donnés d'en charger une commission de réconciliation composée de fonctionnaires et politiciens natifs de la région de Tanguiéta même.

Le convoi traverse la ville. La voiture du sous-préfet s'arrête sur le marché. L'épouse du sous-préfet descend pour acheter quelques aliments. Les commerçants et les bonnes femmes la reconnaissent et l'insultent. Elle retourne à la voiture qui est ensuite attaquée par des jeunes. Des gendarmes des C.R.S., présents sur place, reconnaissent parmi eux un homme présumé avoir participé aux émeutes de la veille; ils essaient de l'arrêter. Le jeune est libéré par la foule excitée. Quelques vitres de voitures sont cassées. Moussa Diallo essaie en vain

³ Décédé fin 1997 par accident de route.

⁴ Actuellement cadre du parti Alliance étoile.

de calmer les gens. Finalement, le convoi s'en va en direction de la sous-préfecture. La voiture du sous-préfet s'arrête à 300 m du marché environ, au rond-point, fait demi-tour et s'arrête subitement, près de la buvette „La Cascade“ au centre de Tanguiéta. Le garde du corps du préfet tire plusieurs coups de feu avec une kalachnikov en direction du bar avant que la voiture ne reparte à nouveau. Plusieurs personnes, présentes par hasard sur les lieux, sont blessées. Maurice Tidossa, puisatier du S.A.D. à Matéri, assis dans le bar, reçoit une balle dans la tête et meurt sur le coup. La balle l'a sans doute atteint alors qu'il essayait de se lever et de chercher refuge à l'intérieur du bar. On ne sait pas si le garde a tiré délibérément ou sur ordre du préfet ou d'autres, et si les tirs étaient sciemment ajustés⁵.

Ensuite, la foule en ébullition essaie d'arrêter la voiture du préfet et du sous-préfet. On élève des barrières aux sorties principales de la ville vers Dassari et Natitingou. Le sous-préfet et le préfet y échappent et prennent la fuite à travers la ville et par la route Tanguiéta - Manta - Boukombé. Trois heures plus tard, une troupe de la gendarmerie arrive en ville: sept véhicules amènent des gendarmes qui s'installent en face de la mairie pour représenter la puissance d'État. La troupe reste ainsi stationnée pendant toute la période électorale. La situation est tendue. Quelques personnes du comité de soutien du candidat Kérékou, entre autres Théophile Nata de Boukombé (le vendredi) et enfin Kérékou lui-même lors d'un grand meeting de campagne électorale (le dimanche suivant), essaient de calmer la population et de prévenir toute vengeance. D'après des informateurs, des ressortissants de la région habitant à Parakou, surtout d'origine Ax/ḡaĩ et M`ḡl a`, avaient essayé d'incendier la maison familiale du sous-préfet à Parakou et n'ont pu être calmés que grâce aux appels d'autorités modérés.

3. ANALYSE: ÉTAT, CHAMP POLITIQUE LOCAL ET DISCOURS POPULAIRES

Ces affrontements sanglants à Tanguiéta exigent des explications. J'essaierai donc d'interpréter dans ce qui suit ces événements extraordinaires dans le contexte des structures politiques locales. A cet effet, il me semble utile de reconstruire tout d'abord la situation avant les incidents, ainsi que de mettre en évidence les diverses réactions et effets suivants. Je tenterai ainsi de mettre à jour des problèmes plus généraux concernant la relation entre l'administration étatique et la société locale dans l'histoire de la région de Tanguiéta au Nord du Bénin⁶.

⁵ Il est plausible de supposer que toute cette action est issue non seulement de l'émotion du sous-préfet face aux insultes et attaques de la part de la population, mais aussi d'une sorte d'épreuve de force incontrôlée face aux autres fonctionnaires d'État. Il ne s'agissait ni de coups de sommation ni d'un cas de défense légitime, comme l'incident l'a été expliqué par Radio Cotonou quelques heures plus tard.

⁶ Mon essai peut être également lu en référence au concept de gouvernance, notion centrale d'un courant théorique récent qui vise la relation difficile entre état et société dans un processus de restructuration de la société, surtout à travers la démocratisation et la décentralisation formelle (Shore / Wright 1997, Poluha / Rosendahl 2002, etc.) Se référant à Foucault (qui développe le concept dans une approche plus large), l'usage dominant de cette notion « bonne gouvernance » est limitée aux aspects institutionnels. Pour l'Afrique voir surtout Le Roy (1996a) et Villalón (1998).

Notes sur la méthodologie

Ce texte a été préparé sur la base des recherches sur le terrain en 1995/1996. Il s'agit d'une micro-étude qui prend comme point de départ une situation particulière dans ses circonstances temporaires précises. Cette analyse des événements se rapporte à des démarches méthodologiques développées par Gluckman et Mitchell, surtout ceux qui correspondent à une étude de cas étendue (Burawoy 1991).

Ainsi, les événements mêmes sont d'abord à reconstruire selon les sources à la disposition du chercheur, suivi d'une interprétation en plusieurs perspectives (politique local, sur le plan religieux, réactions au niveau national, avant- et après histoire etc.), y compris des interprétations locales qui puissent évidemment différer de ceux d'un observateur étranger. Finalement, l'étude de cas se rapporte aux sujets et problématiques plus larges et générales du temps de l'étude, dans ce cas des enjeux de la restructuration de l'administration étatique au niveau local, dans de la commune de Tanguiéta et dans la République du Bénin en général.

Ce texte ne prétend à aucune exhaustivité d'information et d'exactitude dans le sens d'une „vérité“ quelconque, surtout que quelques contradictions et faits inconnus demeurent. C'est un problème moindre car ce texte vise plutôt à une interprétation de ces événements, qui sont traités comme indices de la situation générale du champ politique local dans son contexte historique⁷, du discours locale⁸, des aspects symboliques des relations sociales et des interprétations liés à la représentation de l'histoire locale.

La plupart des informations provient des interlocuteurs divers à Tanguiéta, recueillis lors des entretiens semi-directifs et informels (vu la particularité de ces événements), pendant la période des événements en question, puis à posteriori (les mois suivantes plus en rétrospective, fin 1998⁹.) Présent sur le lieux, je pouvais également puiser des mes données issues des observations directes (non-participatif).

Il est complété par des articles de presse (*La Nation*, *Le Matin*, *L'horizon* et des émissions de radio (RFI, Radio Cotonou, voir liste dans les références) et des entretiens avec les journalistes ayant produits ces articles.

⁷ La méthode de la recherche historique sur le terrain était l'interview narrative, combinée avec l'analyse des documents d'archives, de la littérature orale et d'ouvrages historiques sur la région.

⁸ Cette démarche ne peut pas exclure que certaines rumeurs aient pris trop au sérieux.

⁹ Le nombre des interlocuteurs, habitants de la ville, des témoins directs ainsi que des entretiens avec des représentants politiques de cette localité, se lève à une cinquantaine.

Historique du conflit

Martin Bio Bakindé fut nommé sous-préfet fin septembre 1995 par le conseil des ministres. Par cette nomination, le gouvernement a tenté de calmer l'effervescence à Tanguiéta résultants d'un scandale impliquant plusieurs hauts fonctionnaires administratifs, entre autre le sous-préfet Malan Sani. Ils étaient en effet entrés dans le Parc National de la Pendjari et avaient tué des animaux hors de la saison de chasse de façon excessive (Atchade 1995). Au niveau national, la nomination du nouveau sous-préfet a fait partie d'une mesure d'affectations générales. A quelques mois des élections présidentielles, le gouvernement Soglo avait apparemment veillé à ce que les militants du parti proche du chef d'État, le RB, fussent bien placés¹⁰.

Les événements de Tanguiéta relèvent donc d'une phase très sensible de la vie politique du Bénin. Depuis la fin de l'année 1995, la question des chances des candidats aux élections présidentielles était vive, dans les villes et dans les campagnes.

Les élections présidentielles 1996

Un des points culminants fut certainement la déclaration de candidature de l'ex-président Mathieu Kérékou. L'annonce de ce retour après de longues années de silence eu lieu à Cotonou le 12 janvier 1996, au cours d'une mise en scène publique largement couverte par la presse nationale et internationale. Se présentaient comme candidats au premier tour à côté du chef d'État, Nicéphore Soglo, le chef de l'ADEMA, Bruno Amoussou, du PRD l'ancien président de l'assemblée nationale, Adrien Houngbedji, et d'autres candidats de moindre importance. Kérékou était soutenu par une large coalition hétéroclites (Cf. Mayrargue 1996, Kohnert 1997).

En général, on peut affirmer que la candidature de Kérékou a été soutenue par la plupart des populations du Nord de l'Atakora bien avant la campagne officielle. On peut donc être d'accord avec l'opinion de Tachin qui a même parlé du manque d'un vrai débat interne et de confrontations verbales, comme dans les autres départements, parce que le choix était déjà

¹⁰ Fernand Azonnanon du quotidien indépendant Le Matin remarque: "Il y a le souci du président Soglo de mettre des garde-fous serviables et taillables sur toute l'étendue du territoire national afin de faciliter ses actions pendant la campagne présidentielle et contrecarrer éventuellement toute intention dangereuse de l'opposition" (Azonnanon 1995:2).

fait (Tachin 1996). Pendant la période officielle de la campagne électorale qui avait commencé le 16 février, les "fils du terroir" issus de la région de Tanguiéta (Alassane Tigri, Windali N'Ouény, Moussa Diallo pour Soglo; Emmanuel Tiando, Théophile Nata et Daniel Tawèma pour Kérékou etc.), avec les représentants locaux des partis respectifs, ont fait campagne sur le terrain pour leur candidat (de leur parti ou coalition électorale) en préparant également le terrain pour les grandes manifestations. La situation dans Atakora a cependant changé, après l'arrestation de Maurice Kouandété, ancien chef d'état et partisan des Kérékou. Un véritable discours régionaliste entre les différentes fractions électorales s'est développé. Les uns accusaient le pouvoir de l'État d'organiser des provocations et de procéder à des arrestations sans avoir de preuves. D'autre côté, certains politiciens proche du parti RB ont continué de parler d'un danger venant du Nord qui prévoirait un coup d'État armé (Le Matin, 22.2.96). On a établi des rapports directs entre Kérékou et l'officier Tawès, le militaire accusé d'avoir tenté une rébellion (voir ci-dessous). Les jours suivant ces incidents, la zone des circonscriptions du Nord fut déclarée „zone rouge“, des forces armées supplémentaires furent stationnées à Natitingou, les routes furent contrôlées etc. On peut bâtir deux hypothèses:

- que le côté Soglo a volontairement provoqué cette affaire (il y apparaît même l'hypothèse que la personne enlevée s'était enfuie à cause d'une convocation et des détournements qu'on lui rapprochait) - et des incidents potentiels de vengeance - comme argument soulignant le caractère belliqueux et peu démocrate des habitants à l'encontre les représentants de Soglo, natif du Sud;

- vu le caractère simpliste de ce discours, que le gouvernement n'a pas été au courant de la situation sur place avant cette déclaration et qu'il a sous-estimé l'influence de l'autre part sur la dynamique du discours, et qu'il n'a même pas été en connaissance des discussions au sein de la population à la suite de cette affaire.

Cependant, il n'est pas faux de supposer que le comité de Soglo a à tort estimé raisonnable de s'appuyer sur l'influence prétendue de *fils du terroir* comme Tigri. Ce dernier avait nourri des attentes avec la mise en scène des Jeux du Nord – et pouvait donner à l'extérieur une bonne image.

Soglo lui-même avait organisé un grand meeting à Natitingou le 16 février. Comparé au meeting de Kérékou, il s'est agissait d'une mise en scène à l'américaine. Très peu de gens y ont assisté à Natitingou, à la différence, bien entendu, des meetings tenus au Sud du pays (par exemple au stade de Cotonou). Le ministre Tigri, *fils du terroir* de Atakora, a été mis en

avant. Pendant le séjour de Soglo à Natitingou, beaucoup de militaires et d'hélicoptères ont assuré l'ordre; il ne s'est produit aucun incident. Mais la est restée tendue. Une bonne partie de la population de la région a interprété l'arrestation de Kouandété comme une provocation. Les représentants du comité de soutien de Kérékou ont quand même réussi à calmer les gens les plus emportés. Le comité a pris soin de la prévention d'attaques contre Soglo. A la veille de son arrivée, le député Biaou a demandé aux gens de ne rien faire d'autre qu'écouter les discours. Des papiers de conseil du comité, appelant au respect de l'ordre, y ont même circulé. Cette tactique fut dictée par la crainte d'une annulation des résultats ou d'un report des élections mêmes.

C'est dans cette situation tendue que les fusillades et les actions de la population à Tanguiéta eurent lieu. Je tenterai de les analyser ensuite dans leurs dimensions locales.

Le sous-préfet devenu l'ennemi

Ces événements, qui ont entraîné la mort de plusieurs personnes, peuvent certes être considérés comme un enchaînement malheureux d'incidents en relation avec les tensions générales lors des élections présidentielles au début de l'année 1996 au Bénin. Cependant émerge également le constat d'une distance très nette entre de larges parties de la population et le gouvernement au pouvoir à l'époque s'impose.

Au sein de la population surgit très vite l'opinion générale selon laquelle le sous-préfet Martin Bio Bakindé était le responsable principal voire unique pour les deux volets de l'incident; il devient ainsi la cible principale des attaques physiques et verbales, et pas seulement de la part des jeunes de Tanguiéta. Le rejet du représentant de l'État au niveau local apparaît plus forte si l'on se souvient que, lors de sa prise de fonction, il avait encore une très bonne réputation auprès les mêmes gens. L'ensemble des problèmes qui en découlent requiert des explications.

D'où provient cette haine à l'encontre près du sous-préfet Bakindé ?

Encore aujourd'hui, les menaces de mort empêchent l'ancien sous-préfet Bakindé de se rendre de nouveau à Tanguiéta. Pourquoi est-ce lui qui fut poursuivi en particulier, et non les tireurs des coups de feu, ou bien d'autres responsables politiques ?

Pour quelle raison un nombre relativement important des habitants était-ils prêts à faire usage de violence contre les représentants de l'État ? Pourquoi le refus verbal de son autorité était-il présent dans les discours de tous les groupes de la ville de Tanguiéta - une ville pluriethnique et à diversité socioculturelle, y compris les *big men* ou hommes forts au sein de la population et les fonctionnaires locaux ?

J'aimerais interpréter ce rejet des représentants de l'État en février 1996, concentré surtout sur la personne du sous-préfet Martin Bio Bakindé, comme une suite ou une réaction:

- aux actes de l'hypocrisie de la part du sous-préfet et de l'administration locale, qui avaient précédé ces événements
- au manque de transparence et d'intégration des élites locales dans la prise de décision en matière communale
- à l'incompétence du sous-préfet à trancher les conflits entre plusieurs groupes d'intérêts locaux (surtout dans l'affaire de la marche des *M`S/1 a`*)
- à une sorte d'intégration „négative“¹¹ des différents groupes sociaux
- au manque de légitimité du pouvoir dans les discours populaires.

L'arrogance du pouvoir: Les attentes déçues par un « fils du terroir »

Retournons au début de la prise de fonctions de Bakindé à Tanguiéta en septembre 1995. Après l'affectation de son prédécesseur à la suite d'un scandale régional autour du parc de la Pendjari, il fut bien accueilli par la population, et également par les autorités locales. Porteur d'espoir, il était considéré par la plupart des gens comme un „fils du terroir“, né et grandi à Tanguiéta et donc doté d'un crédit de confiance. En tant que fils du terroir, on attendait de lui une bonne connaissance des problèmes des lieux, une capacité à s'insérer dans les affiliations locales, l'installation de projets de développement ainsi que l'amélioration de l'infrastructure et la capacité de servir d'intermédiaire dans les conflits locaux. A l'occasion de sa première grande réunion avec la population dans la maison du peuple, le maire l'a ainsi salué :

„Nous sommes contents qu'on nous ait envoyé quelqu'un d'ici, qui connaît mieux les gens ici“ (Albert Yomboleny, maire de Tanguiéta, 17.11.1995)

¹¹ Apparemment selon le principe: un adversaire commun unit.

Au sein de l'appareil étatique et d'une façon générale sur la scène politique béninoise, il existe un discours dominant qui confère aux politiciens et fonctionnaires, issus d'une certaine région, une grande légitimité à représenter la population de cette région. Cette image a été construite par ces politiciens eux-mêmes, par les politiques de nomination sous Kérékou et à travers la genèse des partis politiques dans les dernières années; et elle correspond en même temps au discours populaire local (Cf. Bako-Arifari 1995). Cependant, il n'y a pas d'automatisme selon lequel ce modèle de légitimité personnelle entraînerait cohésion et acceptation. Dans le cas de Tanguiéta, le sous-préfet a alors été jugé par ses actions qui reflétaient plutôt sa loyauté envers le président actuel et son parti (RB), au détriment des intérêts des élites locales. En fait, on peut dire qu'il a été nommé grâce à son soutien à l'égard du président avant les élections. Les premières opinions au début du mois d'octobre soulignent déjà son attitude distanciée de bureaucrate, et à une indécision attribuée à son âge (35). Peu après, apparaissait l'incapacité du sous-préfet à trancher les conflits entre groupes d'intérêts locaux.

La marche des M`ɛ/l a`

A la fin du mois d'octobre 1995, le sous-préfet fut encore prié d'arbitrer dans un conflit qui opposait les paysans n`ɛ/l a` de Taïacou, les éleveurs de bétail Etɛ̃d et la gendarmerie. Les paysans réclamaient la démission du chef de la brigade.

Un paysan M`ɛ/l a` avait été cambriolé par un éleveur. Le voleur fut arrêté, et le conflit fut transféré au CB qui fixa une somme de dédommagement. Mais la somme fut ensuite baissée par le CB et le voleur libéré sans l'avoir complètement remboursée. Apparemment, le CB avait été corrompu, ce qui n'était pas la première fois, selon les paysans de Taïacou. Ces faits ont donné lieu à une marche de protestation jusqu'à la sous-préfecture de Tanguiéta où le cas avait été négocié.

La marche des M`ɛ/l a` de Taïacou contre le CB de Tanguiéta, 27 octobre 1995, extrait de reportage: "Près de 300 Natemba, parmi eux des jeunes et des sages, sont descendus dans les rues des Tanguiéta hier matin venant de Taïacou pour manifester leur mécontentement à travers la manière de rendre justice aux populations par le CB de Tanguiéta qui selon eux poursuit ses intérêts personnels. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est une affaire de vol de boeuf de trait appartenant au chef de terre de Taïacou nommé „Kouaro“. Un peul et ses acolytes étaient suspectés et ont été appréhendés par

les forces de sécurité publique de la Brigade de Tanguiéta. Ainsi au moment du jugement de cette affaire, Kouaro le propriétaire du boeuf a demandé aux voleurs et à leurs clients, un boucher qui avait déjà abattu l'animal, de le dédommager contre une somme d'un montant de 10000 F CFA.

Le CB a répliqué systématiquement que l'animal ne valait pas le montant exigé par le vieux Kouaro et voulait que les voleurs payent 60000 F CFA. Le CB a poursuivi en disant au vieux Kouaro que s'il n'acceptait pas les 60000 F CFA, il allait transférer le problème à Natitingou et qu'alors, il perdrait complètement. Fâché, le vieux Kouaro a refusé les 60 000 FCFA et le CB a envoyé le voleur principal à Natitingou et a libéré les autres qui ont rejoint leurs familles à Taïacou. En les voyant libres, les populations de Taïacou ont été énervées par cette façon de faire du CB de Tanguiéta qui s'est déjà produite, selon eux. Car plusieurs cas de vol ont eu lieu à Taïacou et le CB et ses agents sont restés indifférents face à ces situations. Dans leur motion de marche, les Natemba de Taïacou ont notifié au sous-préfet de Tanguiéta 108 cas de vol de boeufs, 233 moutons, 45 cabris, 2 postes - radio et 9 vélos à Taïacou et demandent le départ immédiat du CB de Tanguiéta dans les 24 heures. Pour le moment, les Natemba sont en négociation avec le sous-préfet de Tanguiéta et iront à Natitingou rencontrer les autorités pour ce même problème. Écoutons un peu la chanson qui accompagnait les Natemba dans leur marche: 'CB voleur, CB voleur (CB tuulo, CB tuulo), les Peuls doivent être tués et jetés'. A bas tous ceux qui ne sont pas pour l'avancement du village.." (Firmin Kpakpari 1995)."

Selon les paysans, le sous-préfet a échoué. C'est seulement leurs revendications renouvelées et à la volonté ferme de s'adresser aux instances supérieures qui ont avancé l'affaire. Finalement, le tribunal de Natitingou devait siéger. Le paysan a obtenu justice et, plus tard, le CB a dû quitter le poste. Pour la population, le sous-préfet n'avez pas assez pris de distancé par rapport au CB. Il était bien visible qu'il ne voulait pas s'immiscer dans cette affaire. Après cela, il devint évident que le sous-préfet s'était plutôt efforcé d'augmenter son prestige au niveau national que de s'occuper des problèmes réels du lieu.

Mise en scène ratée: Les Jeux du Nord

Au mois de décembre 1995, se sont déroulés à Tanguiéta les Jeux du Nord.

Il s'agissait d'un festival du sport, unissant les délégations des deux départements du Nord du Bénin, Atakora et le Borgou. Pendant une semaine (23 - 28 décembre), des jeunes sportifs ont participé aux concours de lutte traditionnelle, de football et d'athlétisme.

Pendant toute la semaine, il y a eu une ambiance exceptionnelle, surtout le soir avec les autres manifestations sportives et culturelles, les fêtes dans la ville, les discothèques etc. Un reportage sur les jeux a été retransmis par la télévision nationale (ORTB 26.12.00), au cours

du journal télévisé. En fait, les jeux ont été organisés de façon chaotique et quelquefois improvisée; on ne savait jamais où et quand un match de football ou une compétition d'athlétisme devaient commencer. En plus, les sportifs étaient hébergés dans les bâtiments des écoles qui n'étaient pas été aménagés à cet usage.

Une des points de critique les plus forts exprimés immédiatement après les Jeux, concernait le paiement insignifiant des "*bonnes femmes*" réquisitionnées pour préparer les repas des sportifs. Contrairement aux promesses faites, on ne paya ces commerçantes que 1000 FCFA, la moitié de la somme prévue, pour toute une longue journée de travail. En plus, on reprochait au sous-préfet d'avoir fourni, pour la restauration des sportifs, d'anciennes céréales du stock de réserve au lieu d'en acheter de nouvelles. Toute l'organisation et la préparation des Jeux incombaient au sous-préfet et à la Direction Régionale de la Jeunesse et du Sport.

L'ouverture des jeux a mis en scène les rituels habituels et l'auto - présentation des politiciens: y furent prononcées différentes allocutions des administrateurs et du ministre qui enfin procéda à l'ouverture, en donnant le coup d'envoi du match inaugural.

Après les Jeux, beaucoup de personnes à Tanguiéta ont accusé le sous-préfet d'avoir détourné des fonds publics prévus pour l'organisation de cet événement. Le sous-préfet n'était sûrement pas le seul en cause. Après le changement de pouvoir en avril 1996, un scandale financier autour du Ministère de la Jeunesse et des Sports avait été révélé (Yedoubi 1996). A cette époque, c'est le

manque de transparence et d'intégration des élites locales dans la prise de décisions

qui a surtout rendu suspect le rôle du sous-préfet de Tanguiéta. Le reproche principal adressé à Bakindé fut en premier lieu son style de gestion des affaires publiques de la sous-préfecture. Ce sont surtout des fonctionnaires et des "*hommes forts*" issus des groupes locaux qui se sont alors plaints, parce qu'ils n'étaient guère intégrés dans les décisions importantes, telles que l'organisation des Jeux du Nord, les préparations du Festival Local de la Culture et des Arts (mi - novembre 1995 à Tanguiéta), la réorganisation du marché, etc. De plus, les questions financières restaient obscures.

Dépasant le cadre des critiques visant le style de travail et la personne même de Bakindé, ces tensions reflètent certains problèmes actuels généraux de l'administration étatique au niveau local:

Le sous-préfet est un pilier de la structure bipartite du pouvoir étatique au niveau local, d'un côté, l'administration territoriale avec le sous-préfet à côté du chef de brigade (qui exerce la jurisprudence locale), et de l'autre l'administration techniques (avec les chefs de services étatiques, tout d'abord le responsable du développement régional, RDR). Le sous-préfet n'est pas élu, mais nommé par le conseil des ministres sur la proposition du ministre de l'Intérieur. A un niveau plus bas se trouvent les employés des différents services publics comme le percepteur, le chef du CARDER et bien d'autres. Suite au *Renouveau Démocratique*, la fonction du sous-préfet s'est étendue *de facto* en compétences et en droits. Cet élargissement des pouvoirs formels de la fonction est dû à l'absence pratique d'un organisme de coopération qui représente d'autres *autorités locales*.

Il y a un *conseil consultatif*, composé des chefs des associations de développement, des chefs des syndicats, des représentants des associations professionnelles et des chefs des services dits. Ce conseil peut, cependant, être convoqué sur décision du sous-préfet lui-même, et lui seul peut le charger des affaires locales et de prises de décision. La convocation, en novembre 1995, d'une réunion publique restait la seule occasion.

Au temps de la *Révolution* (1972-1989), existait, au niveau de l'administration locale, le CRAD (*comité révolutionnaire de l'administration du district*), qui a contribué à la discussion de beaucoup d'enjeux locaux, y compris des questions financières (cf. Allen 1989).¹²

La réduction de l'importance formelle de cet organe, devenu *conseil consultatif*, a évidemment été exploitée par Bakindé. Dans cette optique, il n'est pas important de déterminer si la participation plus grande d'autres personnes d'influence ou des fonctionnaires locaux rendrait les affaires plus efficaces et empêcherait toutes sortes d'enrichissement au détriment de la population toute entière¹³. Ici, c'est l'exclusion des

¹² "Au niveau de la sous-préfecture, il y avait un conseil consultatif composé des chefs de service. Aujourd'hui il y a les associations de développement. Les maires et les délégués ne sont pas dedans. Le conseil est consultatif et n'a pas de décision mais seulement un avis. Il donne ses points de vue sur la vie de la population. Or le CRAD était un organe exécutoire" (Magloire Yokossi, Secrétaire Général de la Sous-préfecture, Tanguiéta, le 21.6.96).

¹³ À prendre en considération également le fait que le conseil consultatif n'est composé qu'en partie des personnes élues

possibilités d'influencer la gestion des affaires locales qui a engendré une attitude générale de refus à l'encontre du sous-préfet, surtout au niveau des élites locales.

Intégration temporaire contre un adversaire commun

Par son attitude, le sous-préfet de l'époque s'est heurté au front ferme des fonctionnaires locaux, mais également à d'autres groupes sociaux à Tanguiéta: les responsables de l'UNACOB (Union Nationale des Conducteurs du Bénin), ainsi que des propriétaires de véhicules, des commerçants et des paysans. Le refus de ces derniers groupes est dû au fait que le sous-préfet, le représentant local de l'État, n'avait pas, d'après eux, pris des mesures pour améliorer les conditions économiques dans la région. Ce constat peut refléter comme la tendance générale au retrait de l'État en tant que "*moteur du développement*"¹⁴ pour le Nord de Atakora. Lors de ces événements, ces différents groupes avaient des problèmes divers avec l'État à l'échelon locale:

Les commerçants critiquaient l'absence d'une politique protectionniste conséquente de la part de l'État contre la concurrence grandissante des commerçants venant du Burkina Faso et du Togo à partir des années 1991/1992, après la libéralisation du commerce frontalier entre les trois pays. L'infrastructure routière reste très modeste par rapport au rôle potentiel que Tanguiéta pourrait jouer en tant que ville placée au carrefour des routes et comme dernière ville d'échange au Nord - ouest du Bénin. Depuis la dévaluation du franc CFA en 1994, le commerce vers les centres du sud du pays, notamment vers Djougou, a pris de l'extension. Ce développement est dû au fait qu'il y a une demande plus grande de céréales de consommation, surtout de sorgho et de riz, par rapport aux céréales importés (DANA/ONASA 1993, 1996).

A qui profite ce développement ? Les commerçants de Tanguiéta ont vu une amélioration de leurs revenus. Pourtant, le fait que les routes d'accès soient difficiles entraîne un manque de véhicules qui puissent faire le trajet et par conséquent les prix de transport sont élevés; un problème qui touche également les conducteurs et les propriétaires des camions du fait du manque de clients. En ce qui les concerne, il y a une concurrence très forte aux autogares.

¹⁴ Pour une tendance générale au tiers monde cf. également Haubert et alii 1992 (notamment Frélin 1992, Alain / Trong 1992), et en Afrique Geschiere / Van der Klei 1987, Ranger / Vaughan 1993; Tordoff 1993², Osterkamp 1995, Elsenhans 1995, Allen 1996, Le Bris 1996; Bierschenk / Olivier de Sardan 1996.

D'autre part, ce sont surtout les commerçants de Djougou et d'autres centres du sud qui viennent eux mêmes, charger leurs propres grands véhicules à Tanguiéta, où il n'y a que deux entrepreneurs importants - dont chacun possède un grand camion de transport - qui puissent faire face à cette deuxième concurrence.

En plus, les conducteurs organisés au sein du syndicat UNACOB et les propriétaires des véhicules ont déploré la taxation de la gare routière. La sous-préfecture, en tant que responsable et maître d'ouvrage du parc, a un droit de taxe qui est toujours le centre des disputes entre les parties. Un mal plus grand est - comme un peu partout au Bénin - le rôle de la brigade qui prélève ses propres „droits“ de route lors du contrôle des véhicules à la sortie de la ville vers Matéri, Dassari et le Burkina Faso. Il n'est pas surprenant que l'UNACOB de Tanguiéta soit devenue une des organisations les plus en faveur de candidat Kérékou dont on s'était attendait un redressement de l'exploitation par la gendarmerie et la police routière.

Les possibilités des paysans de profiter de cette nouvelle demande de céréales sont limitées à cause des facteurs majeurs que sont les contraintes technologiques, climatiques et surtout biologiques; il faut citer d'abord la faible fertilité de la terre d'érosion qui donne des rendements très réduits et pose surtout le problème d'auto-ravitaillement, avant celui de la commercialisation¹⁵. Pendant de longues années, la culture d'arachides a été la culture de rente principale. A partir de 1988, l'État a cessé d'assurer l'achat des produits de cette culture, ce qui a extrêmement diminué les revenus financiers des paysans, contrairement aux autres régions du Nord du Bénin, où le coton continue de constituer la source plus importante de revenus monétaires. Les paysans ont réclamé de l'État une politique agraire volontariste pour compenser ces pertes qui, en conséquence, augmentent le nombre de migrants à la recherche de travail dans les régions du sud et au centre du pays. Au cours des dernières années, les interventions dans ce secteur n'ont été apparemment entreprises que par des organisations étrangères ou des projets internationaux. Un autre problème est l'insécurité, qui a pris de l'ampleur. Les cas de vol, et même de vol avec meurtre, ont augmenté considérablement. Cela se ressort le plus souvent par l'auto-justice immédiate¹⁶, face à une gendarmerie souvent corrompue.

¹⁵ Et le manque de capital.

¹⁶ Paulenz (1999) dans son analyse des phénomènes d'auto justice actuelles au Bénin, malheureusement limité principalement sur Cotonou, tire un lien aux changements récents au pays, afin d'éviter des interprétations culturalistes.

Ce cadre général a été mis en avant lors de nombreux entretiens que j'ai eus avec les membres de ces groupes socioprofessionnels. Les accusations sont revenues dans le discours populaire après les événements en question, la déception face à l'attitude des représentants de l'État dans la région et du sous-préfet en particulier étant accentuée. Les critiques de ce style d'administration, concernant le manque de responsabilité, qu'on pourrait appeler „*bad (local) governance*“ (Dunn 1986, Chabal 1992:164p.), et la différence d'intérêts à divers niveaux, ont joué un rôle important dans le discours commun de refus quasi unitaire.

Ce discours est notamment tenu par les représentants locaux d'une morale politique qui a dominé la perception et l'appréciation des événements de février. Il est également chargé d'éléments symboliques qui sont d'une importance majeure dans l'explication des actions spontanées de la population.

La violation des limites symboliques par le sous-préfet

La figure du héros local

Georges Bandélé, le soldat tué lors d'une arrestation (événements du 21 février 1996), n'était pas n'importe qui; on n'avait pas essayé d'arrêter un petit criminel. Il s'agissait d'un partisan de l'officier Pascal Tawès. Ce dernier était à l'époque tant admiré par la population de Tanguiéta qu'il fut poursuivi par le pouvoir de l'État qui le craignait. Bandélé, né et grandi à Tanguiéta, camarade de Tawès, avait joui de cette même "vénération" et a bénéficié de l'aide de la population.

Depuis 1992, l'affaire de Tawès et de ses camarades a toujours nourri les débats au sein de la population ainsi que chez les fonctionnaires. Le Capitaine Pascal Tawès, ancien garde de corps, était accusé d'avoir tenté une rébellion contre le président Soglo. Il fut arrêté en 1992 avec d'autres militaires du Nord, soupçonnés d'avoir participé à la conspiration. Quelques mois plus tard, Tawès et une dizaine de ses camarades réussirent à s'évader. La fuite s'est déroulée de façon dramatique. Le groupe a procédé à des actes de sabotage contre des infrastructures militaires et assiégé le camp militaire *Camp Kaba* à Natitingou. Avant que les troupes de soutien du gouvernement ne soient arrivées, les hommes ont pu continuer et se cacher dans des lieux divers au Nord de Atakora et au Togo.

L'affaire du groupe Tawès peut être considérée - vu la dynamique des incidents et du discours qui s'ensuivit - comme la production de héros. Une large partie de la population a identifié l'arrestation¹⁷ comme une tentative pour exclure les cadres du Nord de la gestion des affaires étatiques, surtout les personnes de l'entourage de l'ancien président Kérékou et ceux critiques à l'égard de Soglo.

Les nouvelles de la fuite du groupe ont vite fait le tour des villages de la région. Tawès fut admiré comme un personnage fort, à l'origine d'un contre-pouvoir et d'une provocation de l'État. En conséquence, on lui a mis attribué d'autres actions. Les cas qui - jusqu'à aujourd'hui - n'ont pas encore pu être éclaircis (par exemple la disparition du sous-préfet de Boukombé) ont tous été mis en rapport avec l'action de Tawès et de son groupe. De nombreux représentants d'État ont alors préféré ne pas en parler en public, par crainte de la vengeance de Tawès.

Tawès a saisi l'occasion d'exposer sa critique du gouvernement Soglo dans une interview accordée au journal L'HORIZON (1992). Il a ainsi contribué lui-même à la création de son image de force résistante et de figure symbolique et de pourfendeur de ses camarades issus du Nord. Par la suite, a eu lieu un débat marqué par un *feed-back* entre le discours populaire, d'expression orale, et celui des articles dans les journaux et quotidiens, lus et discutés surtout par les intellectuels/fonctionnaires des grandes villes.

Dans la presse proche du gouvernement, Tawès et ses camarades ont été montrés comme les ennemis d'État quasi numéro un, et en novembre 1995, ils ont été rendu responsables d'un attentat contre le centre de la conférence de francophonie, vitrine du nouvel ordre du Bénin, peu de temps avant l'ouverture des séances. Dans la mesure où l'État a considéré Tawès comme un terroriste et que peu à peu se développait levait un discours hystérique, l'admiration parmi les gens au nord a augmenté et a pris à son tour des formes exagérées. Un ancien fonctionnaire:

„Si aujourd'hui dans Atakora un mouton sera volé, demain, tout le monde va dire: Ça c'était sûrement Tawès“ (Félix Douté, 13.4.1996)

La mythification de Tawès était accompagnée d'une rhétorique qui soulignait surtout sa force physique extraordinaire. On disait qu'il était invulnérable.

„Si tu tires sur lui, la balle retourne, ça ne le tue pas !“ (Dacosa Sahgui Sarré, 13.12.1995).

¹⁷ Je m'efforce, bien entendu, seulement de reproduire des discours local, qu'il soit justifié ou non.

„Il est autant fort qu’il peut évader de n’importe quelle prison du monde“ (Séraphin Sambieni, 3.3.1996).

Cet officier, membre des troupes d’élite, avait reçu une formation spéciale entre autres au KGB à Moscou. Ses vertus physiques, dont il a fait preuve en tant que sportif, lui avaient déjà apporté une grande réputation auparavant. L’admiration face à cette "légende" a encore augmenté à partir des événements de 1992, ce que j’ai pu moi-même noter dès octobre 1995. On a fait courir le bruit que Tawès était venu à Tanguiéta plusieurs fois „pour rendre visite à ses gens.“

„Personne ne peut le voir, s’il ne veut pas" (Dacosa Sahgui Sarré, 13.12.1995).

Georges Bandélé, son camarade, *fils de Tanguiéta*, a été l’objet d’une semblable vénération. Il a été pareillement admiré et peut être considéré comme le héros local, héros *in loco*. On a projeté cette image sur lui, quoiqu’elle n’ait pas pris les mêmes formes de mythification que pour Tawès. Contrairement à ce dernier, il pouvait se promener librement et sans problèmes à Tanguiéta. Tout le monde connaissait son histoire; tout le monde, les gendarmes inclus, savait qu’il était officiellement recherché: Son nom figurait sur les diverses listes publiées dans le journal La Nation - mais personne n’osait pas le toucher, l’arrêter ou le faire arrêter; ni le maire, ni l’ancien sous-préfet, et les gendarmes locaux non plus.

La production d’un héros local, liée aux expressions mythiques, n’est pas seulement la conséquence des événements de 1992 et 1996. Il s’agit également d’une hypostase symbolique d’un type de résistance locale singulière, que l’on peut retrouver de similaire dans le discours populaire à propos d’autres personnes contemporains¹⁸, par exemple Maurice Kouandété, mais en particulier avec des personnages historiques. Avant tout, la figure mythique de Kaba, le rebelle qui a résisté aux Français, se trouve au centre de la production d’une grande variété d’images qui reviennent souvent dans les chansons et légendes, et qui ressemblent d’une manière stupéfiante aux héros actuels, Tawès et Bandélé.

Kaba avait été tué en 1916 lors de la dernière bataille de ses gens contre un corps français, après avoir créé une situation d’insécurité au Nord de Atakora Il s’agissait d’une insurrection régionale et limitée, mais son image continue de vivre aujourd’hui. L’appréciation de la

¹⁸ On parle ainsi même du criminel Sambieni Yombo Théophile, un ancien militaire qui a été entraîné en Libye. Ce dernier a développé ses activités dans les années 80. A plusieurs reprises, il a pu "magiquement" échapper à la police, mais il meurt en 1988 à Porto-Novo lors d’un acte de vindicte populaire. Sa force légendaire figure encore dans le souvenir des habitants, et est admirée surtout par les jeunes de la région. Récemment, un livre intitulé "Sambieni, le roi d’évasion" de Maurice Teiga (1995), mélangeant légendes et faits, a connu un grand succès.

guerre de Kaba ainsi que sa perception par la population, et surtout parmi les différents villages et groupes ethniques de la région, n'ont pas été homogènes. A cet effet, il faut plutôt parler d'un *inventaire* (Elwert, 1995a:109) de symboles et d'images que l'on retrouve dans les différents genres de la littérature orale et dans discussions publiques, et qui sont influencés par des représentations religieuses (voir plus bas). Ils ne sont pas le privilège de référence d'un seul groupe ou de quelques personnes seulement, et pour cette raison, ils offrent des matériaux flexibles pour la construction de discours d'identité collective ainsi que d'arguments politiques de différents types. Ainsi, leurs éléments peuvent faire partie des perceptions populaires des événements actuels. J'aimerais citer un exemple pour illustrer les liens tissés entre ces différents domaines:

"Non, Kaba vit, mais tu ne peux pas le voir. Vois un peu son village Orou Kayo, plein de montagnes. C'est là où il est rentré, on ne l'a pas tué. Les blancs ont capturé Bio Guera et l'ont tué, mais pas Kaba. Il est rentré dans un trou. Il a du *tiim* (biali: force magique). Il a le pouvoir de se retrouver partout. Connais- tu Tawès ? Kérékou ? Ils ont hérité du pouvoir de Kaba. On ne peut pas les tuer. Kaba vit, il n'est pas mort. C'est un esprit. As-tu vu Tawès ? Moi, je connais Tawès. Il est petit mais puissant. Il peut se transformer en chiffon. Aucun fusil ne peut l'atteindre. Il est un vrai homme fort. Il peut arrêter n'importe quel président" (*Sambieni Nagassi, Mamoussa, 22.4.1996*).

Apparemment, Tawès possède des vertus semblables à celles de Kaba: il est physiquement fort, possède du *charisme* (Mühlmann 1977; Weber, 1980 [1920]:140), est entouré d'une suite fiable de partisans (*Gefolgschaft*) et peut aussi: devenir "invisible" et échapper aux ennemis. À cette époque, il apparut une attitude sceptique vis-à-vis de l'État, surtout de la part des paysans. Tout d'abord, en 1988, d'un jour à l'autre, la suspension, déjà évoquée, de l'achat des arachides quasi garantie, puis la dévaluation du franc CFA en 1994 ont été mal perçues. Ensuite, le discours des politiciens concernant la *démocratisation* fut rejeté, surtout dans les rangs des plus vieux. Pour eux, la démocratie était connotée par la crise galopante de l'agriculture, de la dévaluation, de l'insécurité et, bien sûr de la peur d'être négligés par les cadets. Pour les jeunes, le chômage et les contraintes de la migration furent les problèmes les plus cruciaux (Noanti 1986, Amin 1974, Gutkind et al. 1978). La déception après quelques années *du Renouveau Démocratique* était donc programmée et n'exige pas davantage d'explications.

Parallèlement, des hommes comme Tawès et Bandélé jouent le rôle de ceux qui ont secoué l'État à la place de tous les autres; État perçu comme hostile aux habitants de la région et dont les actions déclenchent plutôt un sentiment d'impuissance du côté des paysans. L'admiration devant les individus du type de "*vengeur*", ayant des pouvoirs surnaturels, se retrouve un peu partout dans le discours populaire.

Un exemple de la langue *biali* (langue largement répandue dans la région, surtout parmi les Byerebe). Des personnes influentes ou de réputation morale - comprenant des guérisseurs, quelques chefs de village ainsi que le président actuel Kérékou - sont considérées comme ayant du *tiim* (ou *tiibu*). *Tiim* est une force, liée aux vertus personnelles et qui ne peut pas être héritée. *Tiim* décrit un univers de sens autour de la notion de pouvoir: *Tiim* signifie force, puissance; mais aussi remède, force de répulsion dans le sens plus étroit de lutter contre des maladies et, également, dans un sens plus large, au niveau social, une force contre des concurrents envieux ou en général contre le manque de fortune.

L'expression *tiim* porte bien une connotation religieuse dans le sens où *tiim* est attribué par les ancêtres, on peut acquérir du *tiim* par voie des cérémonies. Les prêtres, les guérisseurs, des vieux sages, des notables ou des spécialistes religieux en général ont du *tiim*, parce qu'ils sont capables d'entrer en relation directe avec les ancêtres, surtout les ancêtres forts comme les grands chasseurs et les guerriers du passé et peuvent les activer lors de cérémonies de toutes sortes et à fins différentes. Cependant, on doit, en permanence, éprouver et renouveler *tiim*. Cette expression a été généralement utilisée à propos de Bandélé et Tawès. Il importe peu qu'ils aient participé aux cérémonies ou non: on leur a attribué cette force qui renvoie aux représentations locales de pouvoir et aux réputations quasi charismatique des leaders passés et actuels.¹⁹

Lors de l'arrestation de Bandélé, qu'il s'agisse d'une action mal réfléchie, on d'un calcul conscient politique, le sous-préfet a touché à un héros. Sur le plan juridique, c'était une action correcte et même obligatoire, mais en ce qui concerne la perception des populations, elle a provoqué des réactions violentes.

Un meurtre fratricide

¹⁹ Cf. également Mazrui (1977).

Bakindé a commis un autre „sacrilège“ en essayant d’arrêter Bandélé: il a touché à un ancien camarade de classe avec lequel il avait grandi à Tanguiéta. Pour la majorité des habitants de la ville, il y a des liens de fidélité, de soutien et au moins de respect, qui dérivent perdurer toute la vie. Ces liens devraient être au-dessus des idées politiques et des oppositions d’intérêts. Le minimum pourrait être une sorte de coexistence pacifique. Par ses actes, le sous-préfet a franchi ces limites normatives qui - dans la perspective de nombreux habitants - doivent être respectées, malgré la raison d’État ou même la loi.

Dans cette optique, les tirs qui, plus tard, ont lâchement tué Maurice Tidossa, ne furent donc pas des „maladresses“, comme d’autres représentants de l’État les avaient décrits, mais bien une suite logique, et par là ils furent automatiquement attribués au antihéros, le sous-préfet.

Par conséquent, on a pu constater l’émergence d’un discours antinomique: d’une part: le sous-préfet, devenu l’ennemi central, l’antihéros, à la fois le représentant des conflits face à l’État et des vices moraux qu’on n’aurait pas attendu d’un *fil du terroir*. De plus, il avait rejeté cet attribut. D’autre part: le héros local, qui était devenu le symbole de la résistance et de l’identité locale. Pour évaluer ce discours, voyons encore un exemple d’entretien qui souligne sa dimension morale:

"Après les événements les gens ont dit qu’ils vont tuer le sous-préfet. Pourquoi ?"

"Cette haine est due à deux choses. D’abord le sous-préfet est venu pour accomplir une mission de Soglo, presque tous les sous-préfets d’ailleurs. Les sous-préfets malins ont feint d’oublier la mission pour rester avec les populations. Le sous-préfet de Tanguiéta Bakindé tout ce qu’il fait, il prouve qu’il accomplit une mission de Soglo. Il le dit dans les buvettes. Parmi ces missions, il faut arrêter Bandélé.

"Il l’a dit ouvertement ?"

"Il a dit ça à Bandélé, ils ont même parié. Bandélé a dit qu’il ne peut pas l’arrêter et qu’il est son frère, il a dit qu’il va le faire arrêter. Ils ont parié et il lui a donné 300 F ou 200 F. C’est parce qu’il a fait ça que les gens ont dit qu’un frère ne peut pas vendre un frère. Si les gens ont dit qu’il est bon, c’est les gens sans niveau. Pour bien apprécier, il faut rester un an avec lui.

"On lui a pourtant donné un crédit de confiance..."

"Oui, mais il n’a pas été à la hauteur. Il a agi contre ses frères. Bandélé est resté ici quand Malam était ici. Pourquoi un fils de Tanguiéta va faire ça ?" (*Haman Soumanou, le 25 février 1996*).

Les événements discutés ici soulignent l’importance du symbole dans le discours populaire qui a débouché la construction d’une antinomie morale (Grätz 1998). Ils ont été directement pertinents pour la mobilisation de la population.

Critique des analyses simplistes

Le cas traité aurait pu se passer de telles circonstances ailleurs au Bénin ou en Afrique de l'ouest. Nous avons à faire à un processus de transformation dans lequel les structures persistantes de l'État bureaucratique (Wong 1982) (ou "État commando") au Bénin (Elwert 1983a:347; Elwert 1983c, Bierschenk / Elwert / Kohnert 1991:167p.) sont confrontées avec les nouveaux discours et les changements politiques depuis le *Renouveau démocratique*²⁰.

Le refus d'une appréciation simplifiée des actes spontanés, comme l'assaut contre la Gendarmerie par des groupes de la population est aussi important. Généralement, ces actions sont considérées comme étant des "réactions typiques du temps post-socialiste", type d'explication auquel on recourt souvent dans des cas semblables en Afrique aujourd'hui²¹.

On parle souvent d'une tendance à l'anarchie générale consécutive à un processus de démocratisation mal interprété par la population. Ainsi, l'État devient défensif. Dans la plupart de ces appréciations manque une analyse profonde, surtout du cadre politique local où les incidents respectifs sont incorporés. Ce cadre est toujours déterminé par les structures politiques concrètes et les discours et interprétations locales. Ni la suite des événements décrits ici, ni l'interprétation par la population ne soulèvent les aspects d'une situation chaotique et d'anarchie totale. Par contre, on peut détecter des modes d'interprétation locaux comme la dite antinomie. Dans l'arène politique entre une nouvelle référence: la morale politique particulière. Les politiciens, agissant sur le plan national, et les représentants de l'État, qu'ils soient élus par vote démocratique ou non, doivent y faire face. Ils ne sont pas seulement obligés de rendre compte des attentes économiques et du développement, des structures des pouvoirs locaux et des dimensions ethniques de leur région. Ils sont également

²⁰ Des études comparatives détaillées sur les transformations des structures de pouvoirs au niveau local, y compris les divers types d'autorité "traditionnelle" au Bénin, tous montrant la spécificité locale et historique des enjeux, ont été présentés par Alber (1997), Bako-Arifari (1997), Le Meur (1997) et les différents auteurs dans Bierschenk / Olivier de Sardan (1998). Les effets des politiques nationales sur l'échelon local ont été considérablement diversifiés, ainsi créant des configurations de pouvoirs différents.

²¹ Un exemple: „On a dès lors assisté à des jacqueries au cours desquelles les paysans ont fait tout ce qui était jusqu'alors défendu par les 'autorités': abattre les arbres, tuer les animaux sauvages, occuper les terres...[...] Certains ruraux ont en effet usé jusqu'à la caricature de cette liberté nouvelle et absolue que représentait pour eux la démocratie. Dans cette ivresse libertaire, ils est devenu „interdit d'interdire“ [...] Les pulsions libertaires qui ont succédé à des années de coercition, voire de répression, sont apparues comme **un défolement logique**..”(typographie en gras par T.G; Leplaideur, 1995: 12).

tenus de servir d'intermédiaires avec succès entre la morale locale politique et la raison d'État²².

3. L'APRES-HISTOIRE DU CONFLIT ET LE ROLE DU NOUVEAU SOUS-PREFET

Les Réactions dans la presse

Les événements de Tanguiéta²³ ne pouvaient plus être cachés et ont fait la une de plusieurs journaux. Le Matin, en la personne d'Emmanuel Tachin, présentait un rapport détaillé et assez proche des faits (Tachin 1996a). L'horizon, journal quasi porte-parole du "part" Kérékou de l'époque, les a exploités d'autant plus intensivement (l'Horizon, 3.3.1996:2).

Les Résultats des élections présidentielles et nominations

Les élections ont vu, après le deuxième tour, la victoire de Mathieu Kérékou (Mayrargue 1996, Kohnert 1997²⁴). Il a prêté le serment d'investiture à la présidence le 4 avril 1996. La vague des nominations a commencé en mai. Une large partie des directeurs du service public fut remplacée, et surtout les administrateurs locaux²⁵. Les nominations suivaient encore en plus la logique du *fil du terroir*. Les voix critiques parlaient de régionalisme fixé, d'autres trouvaient que la mesure de laisser les sous-préfets "*nager dans leur propre étang*", c'est-à-dire se confronter avec les contraintes et difficultés de leur propre région, était bonne. Ainsi Fousseini Raphaël Tigri, le frère d'Alassane, fut nommé sous-préfet de Tanguiéta. Comment le nouveau sous-préfet s'est-il adapté à ce rôle ?

Un sous-préfet comme médiateur

²² "Bien sur, le nouveau sous-préfet, il est d'ici. C'est notre ami. On se comprend bien. Mais si il fait des mauvaises choses, on va le chasser comme l'autre"(Arouna Gati, 16.7.1996).

²³ En décembre 1998, le ministre Joseph Gnolonfoun a présenté un premier rapport d'enquêtes dans la maison du peuple. Dans la suite, certaines compensations ont été payées aux familles, mais il n'y avait pas une condamnation des responsables. En 2000, Tawès a été réhabilité par Kérékou.

²⁴ Résultats s/p de Tanguiéta (selon LA Nation du 21.3.1996:3): Soglo 5,8,%; Kérékou 94,2 %.

²⁵ Nominations officielles des sous-préfets, selon le Conseil de ministres du 3 juillet 1996; cf.LE CITOYEN, No.19, jeudi 4.7.1996:3 et 12.

A la fin du mois de mai 1996, Fousseini Tigri a pris son service. Ses actions semblaient suivre le contraire de toutes les fautes de l'ancien sous-préfet Bakindé: être ouvert aux négociations avec les *cadres* de la ville, s'engager à résoudre les conflits communaux, et regagner la confiance de la population. Fousseini Tigri est le frère aîné de Alassane Tigri. En Mai 1996, il fut nommé sous-préfet de Tanguiéta en suite des élections présidentielles, à partir du principe du gouvernement Kérékou de nommer des "fils du terroir". Né à Tanguiéta, il fait le baccalauréat à Cotonou. Ensuite, il suit une formation de maître d'école et a enseigné à travers le Benin. Ensuite, devient administrateur civil et, entre autres, chef de la circonscription urbaine de Porto Novo.

Un des conflits sociaux permanents de la région de Tanguiéta oppose les éleveurs de bétail *Etɛŋd* aux paysans. Les conflits les plus grands naissent surtout entre les éleveurs *Etɛŋd* semi-nomades, qui immigrent chaque année en saison sèche du Burkina Faso dans la région, et les paysans de la région voisine de la route Tanguiéta - Porga, surtout autour de Mamoussa-Tiélé. C'est ici que beaucoup d'éleveurs en transhumance s'arrêtent pour profiter des nappes d'eau offertes par les bas-fonds. D'une façon générale, des conflits éclatent en raison des dégâts causés par les bœufs sur les champs, et autour des lieux d'installation et des droits d'usage des pâturages.

Pendant la saison 1996/97, ces conflits prirent de plus en plus d'ampleur. Une série de dégâts énerva les paysans. Des bagarres se préparent; et à Tanguiéta on parla même du risque des émeutes qui menacerait la région. Les chefs de village s'adressèrent au sous-préfet pour qu'il réagisse. En dernier lieu, ils préférèrent leur propre solution: laisser la population agir, expulser les Fulɓe par la force. À ce moment là, le sous-préfet intervint. Il se rendit lui même plusieurs fois à Dahohoun - Tiélé pour apaiser l'affaire. Bien conscient que lui seul ne pouvait pas gagner la confiance des habitants, il choisit les membres d'une équipe de réconciliation. Cet équipe était composée par quelques collaborateurs de la sous-préfecture; le maire Albert Yomboleny, Félix Douté (qui est connu pour ses capacités de médiatisation), et, en tant qu'autorité expérimentée, le vieux Séraphin Syéri. Une de ces missions s'est déroulé le Vendredi 7 mars 1997. Le but principal était de trouver un responsable du côté des Fulɓe en tant qu'interlocuteur permanent, et de responsabiliser les actions collectives. On a d'abord réussi à mener les représentants des deux groupes concernés à s'entendre sur un accord futur concernant les droits et obligations mutuelles à respecter, et qui sert comme base de toute action.

Jusqu'à présent, les négociations ne sont pas encore terminées. Il n'est pas difficile de prévoir que le conflit en tant que tel ne disparaîtra pas. Il semble cependant que le sous-préfet a essayé de développer des modes d'action d'apaisement, voire de rationalisation du conflit, et qu'il s'attache à éviter tout affrontement majeur, risque qui pesait fortement sur lui.

La construction et la faillite du projet de la Tata-musée

Fin décembre 1996, en plein centre-ville de Tanguiéta, des travaux de construction d'une maison à étage à la façon Betammaribé, communément appelée en français "Tata", furent engagés .

Cette initiative provenait des discussions du sous-préfet avec Haman Soumanou, qui en avait fait la proposition. Haman Soumanou, membre du parti NCC (Notre Cause Commune), était également membre actif dans le comité de soutien à Kérékou lors des élections présidentielles de 1996; il devait au cours de l'année 1996 soutenir le programme de "20000 emplois" du ministre Tevoédjré en tant que responsable local du Ministère du Plan. Le chantier et l'exploitation touristique de la Tata lui semblèrent l'occasion de créer de petites sources de revenu pour quelques habitants de Tanguiéta. Cette action était sûrement inspirée par la but de "se faire remarquer", de créer un signe d'action personnel, de regagner du terrain également symboliquement, d'ouvrir une concurrence dans le domaine de la culture locale²⁶. La Tata fut achevée en avril 1997, et a servi pour un certain temps de musée pour les touristes de passage. Les gérants n'étaient pas gênés par les critiques qui disent que ce type de "Tata" n'est guère probable à Tanguiéta même, à cause du faible nombre d'habitants d'origine *Betammaribé*. Soumanou s'est montré surtout conscient des attentes des touristes ayant envie d'admirer une Tata de grande taille qui, en plus, puisse abriter un petit musée local. Le nouveau sous-préfet, de son côté, a également saisi cette occasion créer des signes de son engagement: la conception des travaux et les inspections se sont exercés en collaboration étroite entre les deux hommes.

En conséquence, le bâtiment est actuellement délabré par la destruction causée par des pluies en 1998. Actuellement, il n'y a pas d'initiatives de son redressement car le projet du musée

²⁶ Il faut ajouter qu'en novembre 1997, Tanguiéta fut le lieu du sans doute plus grand festival de Culture et de sport de son histoire.

était considéré de la part des habitants de la ville de Tanguiéta comme initiative entièrement privée (Grätz 1999b).

Toutes ses actions étaient guidées par une approche différente: il envisageait déjà les changements de la politique de *décentralisation* et des élections municipales futures où il pourrait se présenter. Cette vision personnelle du nouveau sous-préfet est ressortie clairement des quelques entretiens que j'ai conduits avec lui-même et avec des personnes qui le connaissaient mieux. Il faut ajouter que Fousseini Tigri se montrait bien différent des anciens sous-préfets: sans effacer complètement les distances d'autorité, il ne montrait aucune attitude de supériorité. Il a développé un certain activisme, bien à la différence de ses prédécesseurs. J'aimerais en citer deux exemples avant de discuter des problèmes généraux de l'administration locale qui n'ont pas été réglés par ce changement de personne.

Ces différences éclatantes entre deux administrateurs que j'ai tenté d'analyser en détail, ne changent pas les problèmes et les structures politiques d'ensemble.

Le caractère et l'approche politique du nouveau sous-préfet sont bien différents de ceux de son prédécesseur. Le mode d'interaction entre l'administration étatique et les personnes influentes, les associations locales et les populations à Tanguiéta semble avoir changé. Si l'on y regarde de plus près, il s'agit seulement du fait d'un changement de personne, mais pas dans leurs structures politiques locales. Le nouveau sous-préfet a seulement déplacé l'angle d'attaque. Il occupe le rôle d'un médiateur apprécié par la population. Par contre, il est dans l'incapacité de substituer des routines institutionnelles plus stables, permanentes et efficaces de résolution des conflits, changement qui va au delà de sa personne.

4. RETROSPECTIVE: CHANGEMENTS HISTORIQUES ET LA CRISE GENERALE ACTUELLE DE LEGITIMITE DE L'ÉTAT

Pour cette région du Bénin, il faut distinguer plusieurs périodes quant à l'ancrage de l'Etat ou, plus précisément, de l'administration étatique, dans la société locale.

Depuis la colonisation française au début du siècle, l'État et la population locale étaient presque toujours des forces antagonistes. A l'exception d'une courte période au milieu des années 70, l'époque de la *Révolution* sous Kérékou, la majorité de la population paysanne voyait dans l'État une force externe, lointaine et hostile, d'autant que la majorité de ses représentants locaux venaient d'autres régions du pays, surtout du Sud. De plus, s'est

développé un discours péjoratif au sein de l'administration post-coloniale dirigé contre les populations locales, avec la dénomination „Sombas" pour les groupes lignagers qui étaient considérés comme peu civilisés et peu intelligents. Aujourd'hui, les populations refusent toutes ces catégories, et en particulier le fait d'être stéréotypé, classé, et enfin d'être dirigés par l'extérieur.

Au temps de la *Révolution*, notamment au milieu des années 70, l'ancrage de l'État au champ politique local était plus fort. Ses représentants avaient gagné en acceptation auprès des paysans, surtout en raison de la progression de l'éducation de base et des informations de masse, du phénomène "d'ouvrir les yeux", et la stimulation de la croissance agricole.

Par contre, dans les dernières années, l'État s'est retiré de son engagement de la région surtout au niveau de l'économie paysan et a été confronté à une grande perte de légitimité (qui peut également s'appliquer au nouveau gouvernement de Kérékou, quoique soutenu par les habitants lors des élections présidentielles).

Les groupes musulmans se distinguent des paysans, mais sur le plan régional, ils se trouvent opposés à l'État de façon similaire: le régime de Soglo les a en effet traités pareillement. Les actions de l'ancien sous-préfet Bakindé n'ont fait qu'aggraver ces tendances. Sa stratégie était de profiter des structures de l'administration locale, devenue paradoxalement encore plus déséquilibrées (cf. la destitution *de facto* du conseil consultatif). À long terme, cette attitude n'était pas réaliste face aux oppositions locales. En revanche, le sous-préfet Tigri semble de remplir un rôle du médiateur mieux que son prédécesseur.

Deuxième aspect: le changement des représentations sur la morale politique

Les débats autour les événements du février 1996 révèlent les représentations locales d'une morale politique qui modèlent le niveau sémantique du champ politique de la région de Tanguiéta. Elles ont subies un certain changement. Auparavant, il s'est produit un simple et large rejet de l'État²⁷. A présent, se sont plutôt développé des normes diverses au sein des différents groupes sociaux et parmi les "hommes forts" permettant d'évaluer les représentants

²⁷ Jusqu'ici, j'ai laissé de côté le rôle des intermédiaires dans ces confrontations, pour une étude réduite à deux pôles opposés. Certainement, "l'État" et "les sociétés locales" ne sont pas deux blocs fermés.

de l'État, ainsi que les "fils du terroir". Ces normes sont marquées par plusieurs domaines de significations:

- la perception des expériences pendant ces longues années d'interactions avec les administrateurs coloniaux et postcoloniaux,
- les modes d'appréciation locale (émiques) des actions politiques,
- les éléments des années de la *Révolution* qui font partie des idéologies socialistes ainsi que
- un discours régionaliste au niveau national qui a resurgi sur la scène politique du Bénin avec le *Renouveau démocratique*.

Pour mieux cerner les changements dans la relation entre l'État et la population, il est d'abord important de reconstruire l'établissement du pouvoir étatique dans la région à travers les différentes périodes historiques.

Les relations administration étatique - sociétés locales en période coloniale

Selon Maurice, les français vinrent déjà une première fois dans la région²⁸ en 1905 (Maurice, 1986:5). Pendant l'occupation du Nord de Atakora, ils ont subi des attaques des côtés différents. C'est pourquoi ils ont décidé de fonder un poste à l'entrée de la plaine, surtout pour surveiller la route vers Fada qui avait gagné une importance stratégique et qui devait être aménagée. Par conséquent, en 1912-13, le poste de Tanguiéta fut créé avec une petite équipe de gardes de cercles.

Par arrêté n°53 du 30 juin 1913, le cercle de Atakora était érigé et divisé en quatre subdivisions. Ainsi naquit la subdivision de Tanguiéta. Le poste de Tanguiéta, avec ses bâtiments érigés de force, comptait un administrateur français, le chef de subdivision (*commandant*), cinq gardes de cercle, un interprète et quelques secrétaires. C'est à partir de 1916 que l'administration coloniale fut réorganisée et que la subdivision de Tanguiéta connut à sa tête le premier administrateur adjoint Georges Bruno dont le séjour a été bref (du 20 janvier 1916 au 22 juillet 1916). Ensuite, le chef de la subdivision a commencé à signer des contrats avec les différents chefs de la localité. Après la courte période d'administration civile

²⁸ Le terme région désigne ici l'ancienne subdivision de Tanguiéta qui comprenait les sous-préfectures de Tanguiéta, de Matéri, de Cobly et de Gouandé et, du point de vue géographique, la plaine de l'Oti et les falaises du Nord des monts d'Atakora.

1913-1916 et à la suite d'événements comme l'insurrection de Kaba, l'administration militaire a été rétablie. Elle a persisté de 1916 à 1929 avant de céder la place, à partir de 1930, de nouveau à l'administration civile. Pendant la rébellion de Kaba (1914- 1916, Tiando 1987, 1997; Garcia 1970:155p., D'Almeida-Topor 1995:110p.)²⁹ a eu lieu une bataille en 1916 à Taïacou. Les sources parlent de plusieurs morts du côté des habitants qui avaient préparé une embuscade, pendant que le chef de canton, le Kwaro, suivait les ordres de l'administration. Après, les participants ont subi des punitions. Des collaborateurs de Kaba comme Yarkand Kukubu furent fusillés.

Ensuite, des découpages d'administration seront érigés en circonscriptions cantonales confiées à des chefs de cantons qui étaient des auxiliaires de l'administration coloniale.

Après la conquête finale, et la „pacification“, le régime colonial a essayé de mettre en valeur les différents atouts de la région: la force physique des hommes, les terroirs et le commerce. On a introduit les systèmes d'impôt par tête, de douane, et procédé au recrutement forcé des jeunes hommes pour l'armée coloniale au cours de la guerre avec l'Allemagne. Cette entreprise s'est montrée bien difficile pour les Français à cause des problèmes relatifs à l'organisation générale de l'administration, des infrastructures et des résistances permanentes des populations.

La relation entre l'administration étatique et les sociétés locales se résume - du point de vue des français - surtout en cinq problématiques: 1) la recherche des intermédiaires et l'organisation spatiale de l'administration (l'établissement des chefferies, Alexandre 1970; Spittler 1981, Crowder / Ikime 1970; Geschiere 1993), 2) l'acquisition de connaissances et la recherche de modes de communication fiables entre administration et habitants de la région 3) la mise en valeur économique de la région (l'établissement des marchés, la promotion des cultures de rente, l'introduction des taxes), 4) les recrutements militaires 5) la maintien de la sécurité.³⁰

On pourrait y ajouter l'idée générale de "*mission civilisatrice*" des colonisateurs français (argument de colonisation, avancé lors des expositions universelles et coloniales en France métropolitaine, cf. Médard-Béraud / Brunet / Siffert 1900, Gouvernement général de l'Afrique

²⁹ Jusqu'à aujourd'hui, ces événements reviennent dans les discours publics, mais sont liés à une forte mystification (Grätz 1999a).

³⁰ Avec Elwert, il faut souligner que l'État colonial a garanti, par force, des espaces pacifiques (*gewaltfreie Räume*), condition préalable à l'échange économique et au développement des communes locales (Elwert 1995b:125).

occidentale française 1906; Gouvernement Général de l'Afrique occidentale française 1931). qui s'est ici réduite à la création d'une école au centre ville de Tanguiéta.

Les habitants de la région ont été forcés à construire les bâtiments des bureaux, les bâtiments privés des administrateurs et des routes³¹. Pendant longtemps, Tanguiéta fut le centre de l'administration pour la région toute entière. Les gens devaient parcourir des longues distances lorsqu'ils étaient convoqués par les administrateurs.

La structure de l'administration introduite à partir des années 1913-14, a installé, à la tête du commandement, le commandant de cercle; et au niveau local, le commandant de la subdivision. Dans la phase de l'administration civile au poste de chef de cercle étaient nommés des administrateurs des colonies ou des administrateurs adjoints.

A Tanguiéta, une prison fut mise en place. Elle recevait des condamnés d'autres régions de la colonie. Le chef de subdivision représentait le juge de basse juridiction. Il infligeait les peines de base. D'autres cas ont été transférés au tribunal de première instance qui a été établi à Natitingou.

Ensuite, différents *chefs de canton* ont été nommés parmi les habitants, et plus tard, à partir des années 30, également des chefs de villages et (dans la ville de Tanguiéta) des chefs de quartier. Au niveau de la colonie, le Gouverneur, assisté par un Secrétaire général, les chefs de services et du conseil d'administration ainsi que des bureaux du Gouvernement, ont administré les affaires politiques, économiques et financières etc. (Desanti 1945:81; Cohen 1971). Le chef de canton était responsable de la collecte des taxes, dont il a pu bénéficier d'une remise (voir plus bas). Il a exercé également une juridiction basse. Il a dû rassembler les gens lors des travaux forcés, ainsi que pour les réunions, lors des tournées du chef de la subdivision.

Les chefs de canton étaient les responsables directs du chef de subdivision ("*le commandant*") et de ses collaborateurs administratifs (secrétaire, interprète, etc.), le "*bureau*" à Tanguiéta. Un des plus grands problèmes qui dominaient les préoccupations et les analyses dans les rapports coloniaux était la question du pouvoir accordé aux chefs locaux (*la chefferie indigène*), en particulier dans la région de Tanguiéta et de Boukombé. Selon la structure de l'A.O.F. en général, il était prévu que les chefs de canton soient les représentants du pouvoir au niveau local (Spittler 1981, Alexandre 1970). L'administration se trouvait apparemment dans un dilemme: on avait décidé de se servir des "*indigènes*" pour accomplir d'abord deux

³¹ Pour le travail forcé dans l'AOF cf. Fall 1993.

tâches importantes : le prélèvement des impôts et le recrutement des militaires, ainsi que diverses prestations. Mais, il était impossible de tout faire administrer par le personnel expatrié restreint. Au même moment, on commençait à découvrir les structures sociales de la région, en particulier la faible portée sociale du pouvoir des *chefs indigènes* sur place, pouvoir qui était bien limité et généralement de caractère religieux.

En 1930, une réforme du système de l'administration locale du gouverneur Reste (arrêté du 19 décembre 1930) donna aux chefs de village davantage de droits, et également une rémunération plus élevée. Le chef de canton était assisté d'un secrétaire, responsable de l'état civil, des registres et du recensement des villages. L'administration française essayait de garantir leur loyauté par le biais d'une remise aux impôts. Cette remise constituait une somme importante pour les chefs, dans une région qui ne connaissait pas encore l'échange monétaire. Pourtant, l'acceptation des chefs auprès de la population n'était pas suffisante.

A partir des années trente, on a commencé à recruter ceux qui avaient déjà accompli leur service militaire et qui étaient revenus dans les villages: les *anciens combattants (tirailleurs sénégalais, voir plus loin)*. Cette mesure n'était pas prévue au début. Pour les français, la légitimité la plus importante à l'installation du chef de canton se fondait sur l'appartenance à un lignage royal, voire noble, et déterminait le cercle des candidats.

Cependant, les administrateurs coloniaux furent contraints de devenir de plus en plus flexibles et pragmatiques, à cause des réalités dans cette région au Nord du Dahomey. L'atout majeur des anciens tirailleurs était d'abord leur maîtrise de la langue française et leurs connaissances des règles du commandement militaire³².

Mais ces critères de choix étaient accompagnés d'une certaine volonté de la part des anciens militaires à gagner en prestige et en influence (voir digression plus bas). Dans un premier temps, l'administration ne voulait pas créer trop de chefs locaux. Ainsi, les régions de référence étaient délimitées de façon assez vaste. Pour la région des *Ax/ŋaĩ* (région de Tiélé, Matéri, Dassari, Tantege, Gouandé) par exemple, on n'avait prévu de nomination de chefs de cantons qu'à Tiélé et Dassari. A Tanguiéta même, on a procédé à une réforme des structures administratives en unifiant les cantons Tora, Manougou et Boulgou, qui furent placés sous la direction du chef de canton de Batia, Manou (un *ancien combattant*). Le

³² "C'est lorsque les blancs sont venus qu'on a vu aussi des chefs ici.- "Yégébou était fort ?" "C'est quand il est revenu de la France qu'il est devenu chef. Sans les blancs, il ne pouvait pas devenir chef".(Idrissou Chabi, Tanguiéta, 19.5.96).

canton de Tiélé fut plus tard modifié, son chef-lieu fut transféré à Matéri, un autre fut créé à Gouandé.

La portée du pouvoir des chef de cantons est toujours restée limitée et contestée. De nombreuses histoires, véhiculées par les chants et légendes, racontent des conflits entre la population et les chefs de canton, ou entre les chefs de canton eux-mêmes. Ce système administratif a donc toujours posé de nombreux problèmes.

Les chefs de canton, qui étaient considérés comme les figures-clés de l'interface sociale (Long 1989) entre les Français et la population, ont généralement reçu leur pouvoir légal de l'administration, ce qui a entraîné des conflits internes. Quelquefois, les Français ont changé les personnes sans pour autant résoudre ces problèmes³³.

La **communication** entre les administrateurs coloniaux et les représentants des sociétés locales fonctionnait par le biais de quatre principaux éléments:

les appels: Sur ordre du chef de la subdivision, les chefs de village étaient obligés de venir au chef-lieu de la subdivision. Ils y étaient convoqués selon le souhait du commandant, alors que la distance à parcourir entre les villages et le chef-lieu de la subdivision était parfois excessive (50 Km).

les tournées: le chef de subdivision était tenu de faire des tours dans toute la région, afin de rencontrer les chefs de village, procéder aux recensements, aux nominations des chefs et de divers responsables. A ces occasions, les administrateurs ont établi des cartes de la région, noté des détails de l'économie locale et de la vie sociale. Les tournées étaient effectuées en saison sèche.

les rapports: chaque trimestre, le chef de subdivision était obligé d'établir un rapport, puis tous les ans un grand rapport annuel portant sur les problèmes politiques de la subdivision, la situation financière, la rentrée des taxes, les cas juridiques, les maladies et les mouvements caravaniers ainsi que les résultats des tournées effectuées.

les archives: Les bureaux de l'administration ont abrité des archives contenant des données démographiques, financières et politiques. Pour chaque chef, des fiches signalétiques, de temps en temps mises à jour, ont été soigneusement établies, afin que chaque nouvel administrateur puisse s'orienter assez vite.

³³ Souvent, les vétérans de guerre étaient nommés au postes administratives. La position politique des « anciens combattants » en tant qu'intermédiaires de l'administration et éléments d'une élite locale mérite une analyse plus approfondie à travers ses différentes phases historiques. Voir aussi Grätz 2000.

Ces modes de communication entre l'administration française et les populations sont partiellement encore discernables en ce qui concerne l'administration étatique actuelle.

Au début du siècle, différents groupes de musulmans, en particulier des commerçants et des artisans, ont immigré à Tanguiéta. Le *pax colonialis* avait encouragé l'établissement des sites d'étape pour garantir le ravitaillement des caravanes. Autour de ces postes, une certaine infrastructure s'est mise en place, avec des artisans et commerçants établis qui ont assuré les besoins des commerçants ambulants.

Un système de taxation à part fut ainsi introduit ici. L'impôt indigène³⁴ a été mise en place. Une partie était remise aux chefs collecteurs. A Tanguiéta, les groupes de commerçants musulmans, dominés par les *Hausa*, ont subitement manifesté leur mécontentement contre le nouvel ordre, en particulier contre la taxation des caravanes. Les Français avaient également essayé de profiter d'une autre manière du commerce de Kola et du bétail: par le prélèvement des taxes. Mais les commerçants ont réagi en modifiant leur trajet pour éviter les postes de contrôle. De nouvelles routes à travers la brousse ont été cherchées.

En échange de cette taxation, les commerçants de la région de Tanguiéta ont demandé le soutien des français, surtout pour garantir la sécurité des routes, et pour ériger un site d'étape, le Zongo (Grätz 2001). Le Zongo de Tanguiéta a été établi de manière permanente sous l'égide du pouvoir colonial qui a, pour sa part, profité de l'offre locale.

Ensuite, les administrateurs ont dû prendre en compte les structures internes judiciaires déjà existantes au sein du Zongo et accepter l'autorité de son chef, le *Sarkin Zongo*. Le campement a suivi la logique du "modèle itinérant" du Zongo; des établissements déjà existants en Afrique de l'Ouest qui étaient alors dominés par les *Hausa*.

Relations quotidiennes, infrastructure et première mise en valeur

C'est surtout à partir des années 1930 que l'administration civile a commencé la mise en valeur de la région, ce qui s'est manifesté par l'introduction des cultures de rente et l'encouragement à l'élevage³⁴. A travers les *tournées* des administrateurs, les atouts des localités ont été explorés. Pour le développement des stratégies économiques, des *AGENCES SPÉCIALES* ont été créées. Puis, on a imposé la monétarisation des économies locales

³⁴ Pour le cas de Togo cf. Lasisi 1988.

Le succès de ces mesures est quand même resté très modeste. De plus, l'enclavement de la région a toujours bloqué un échange plus intensif avec les zones proches de la côte.

Changements de la dernière période coloniale (1940- 1960³⁵)

La dernière période du temps colonial dans la région est marquée par l'introduction du système des marchés hebdomadaires dans la région, l'arrivée des missions catholiques et protestantes, l'établissement du parc de la Pendjari et par des changements au niveau de l'infrastructure, période initiale de l'extension d'une culture urbaine à Tanguiéta.³⁶

En 1946, avec la fin de l'indigénat, le travail forcé était interdit. Pour encourager l'échange économique, l'achat organisé des produits de rente dans la région et assurer également le ravitaillement des expatriés, les marchés hebdomadaires ont été créés à partir des années 40. Les marchés ont été créés à tour de rôle dans les chefs-lieux des cantons. A l'époque, les marchés de Gouandé et de Cobly ont été les plus importants. A Tanguiéta, d'autres d'infrastructures comme l'agence de la poste et l'agrandissement de l'école régionale (depuis 1932) ont été déployées (cf. Habermann 1942). Au début des années 1950 ont eu lieu le classement du parc national du Pendjari et la création de la zone cynégétique.

Le père CHAZAL, un père blanc, fut le premier missionnaire dans la région. Il est venu de Haute-Volta (aujourd'hui Burkina-Faso) en novembre 1946 et a créé la mission catholique de Tanguiéta. Il a formé plusieurs catéchistes qui devinrent des moniteurs d'enseignement dans les écoles privées catholiques de l'époque. Il a contribué à l'installation d'un bureau de poste au centre urbain de Tanguiéta et a aidé l'administration à créer les marchés hebdomadaires du Gouandé, Matéri, Cobly, Taïacou, Dassari. En 1942, la mission de Natitingou fut ouverte par P. Huchet de la S.M.A. Chazal se retira plus tard à Cotiakou en missionnaire retraité et mourut le 8 février 1970. A la fin des années 1950, les *Soeurs de Notre - Dame des Apôtres* arrivèrent dans la ville de Tanguiéta. Elles ont ouvert une école de filles, une école de garçons et un dispensaire (Mouterde 1962: 102).

La mission protestante d'Assemblée de Dieu s'est installée à Tanguiéta en 1950 dans le quartier Tchouchoumbou avec le pasteur américain Greenaway et sa femme (Cornevin 1981:453), qui y ont ouvert une école (1981:454).

³⁵ Pour les années 1945-1960, les sources d'archives ne sont pas encore classées ou pas encore accessibles.

³⁶ Pour ce concept cf. Spittler 1978.

Au niveau de l'administration locale, il n'y a pas eu de grands changements, même si après 1949, le statut des colonies a changé. Les innovations furent l'introduction des élections générales (d'abord dans le cadre restreint des chefs et auxiliaires) et l'élection des conseillers régionaux issus de la subdivision. Ce qui importait également, c'est le recrutement croissant des soldats, cette fois pour la deuxième guerre mondiale et surtout pour les guerres d'Indochine et d'Algérie.

L'appréciation de la période coloniale est aujourd'hui très différente. Les plus vieux lui accordent une importance surtout dans la création des infrastructures et de "l'ordre" qui régnait. Pour d'autres, ce sont les travaux forcés, surtout au début de la période coloniale, qui en ont avant tout créé l'image négative. La guerre de Kaba est encore aujourd'hui un thème délicat.

Le temps de Maga (*biali: Maga sani*): changements après l'indépendance

Après être passé à la République le 4 décembre 1958, le Dahomey a acquis son indépendance le 1er août 1960. L'indépendance n'a pas été une grande rupture au niveau administratif. Les structures politiques sont restées les mêmes, les chefs de canton sont demeurés à leur poste cf. aussi Miller 1968, Lombard, Jacques 1967b. On a procédé à l'élection des députés au parlement libre. Les événements les plus importants qui ont marqué cette période furent 1) les regroupements forcés des villages et 2) l'augmentation de la production agricole, en particulier de la culture des arachides. Ces interventions étatiques sont encore trop présentes à l'esprit d'une large partie des habitants qui parlent encore du *temps de Maga*, même si ce dernier a été déjà destitué en 1963. Cependant, il reste l'homme fort de la région.

Le temps des regroupements (biali waki)

Au début des années 1960, l'État a procédé à des regroupements forcés de villages dans la région. Le but était de parvenir à un meilleur contrôle des habitants dispersés. L'action a été justifiée par la volonté d'établir un meilleur service médical dans les nouveaux centres.

Le président Hubert Maga voulait changer l'image des habitants des régions rurales du Bénin. Il a ordonné de porter en public des habits "européens", et la création de villages plus grands, "civilisés".

Les chefs de cantons et les délégués ont joué un rôle actif dans l'organisation de ces déplacements forcés. On connaît également le rôle de *l'ancien conseiller de la province* Séraphin Syéri et du secrétaire N'Dialé qui ont poussé à ces mesures forcées dans la région de Taïacou et Cobly.

Les résultats ne furent pas ceux qu'on avait promis: Les récits des habitants parlent en effet d'épidémies qui se sont déclarées. Dans cette époque, en 1963, a eu également lieu une nouvelle famine. Au début des années 70, les animateurs du Corps de la Paix Américain ont introduit la culture attelée. Seulement une partie des cultivateurs étaient, malgré tout, en mesure d'acheter de boeufs et charrues nécessaires.

Après l'indépendance, une réforme administrative a également changé la composition de la subdivision, désormais appelée sous-préfecture. On a formé des arrondissements composés d'une ou de plusieurs cantons.

Les années 60 furent aussi marquées par une forte immigration, surtout des groupes paysans. Les anciens combattants jouèrent un rôle important, et sont parfois devenus des gardes-cercle. Tanguiéta, en tant que centre régional et lieu de la politique local, doit surtout son développement à l'immigration de nombreux anciens combattants qui a déjà commencé dans les années 60. La position politique des AC en tant qu'intermédiaires de l'administration et éléments d'une élite locale mérite une analyse plus profonde à travers ses différentes phases historiques.

Au début des années 60. L'État a lancé une offensive agraire. Maga a commencé à encourager l'augmentation de la production de la filière arachide. Pour cela, il a créé un système de "*vulgarisation agricole*". Un peu partout, des encadreurs formés ont été employés pour fonder des groupements de village. Parallèlement, le système d'achat introduit par les français a été amélioré par l'extension des services de l'entreprise étatique, la SONADER et les *sociétés de prévoyance*. La monétarisation³⁷ des économies lignagères a augmenté.

Au niveau des infrastructures, il n'y avait pas de grandes réalisations. Mais la ville a grandi, et a connu un développement stable. En centre ville de Tanguiéta, beaucoup de boutiques ont été installées. L'hôpital St Jean de Dieu s'est établi à Tanguiéta. Sa construction a été

³⁷ cf. Bohannan 1967, van Binsbergen / Geschiere 1985.

commencée en 1970 par l'ordre italien Fatebenefratelli. Le projet lui-même datait déjà des années 1960, lancé par Mgr. Chopart (Mouterde 1962:103).

Les changements de la *Révolution*

Pendant les années qui ont suivi le coup d'État armé du 26 octobre 1972 et les proclamations du gouvernement Kérékou du 30 novembre 1972, des changements ont profondément influencé les structures politiques au Nord de Atakora C'est surtout la politique de la *Révolution*, proclamée par la suite, l'orientation marxiste (1975) et la réforme administrative (1974/75, voir plus bas) qui ont introduit de nombreuses innovations. Il s'agissait d'une rupture forte dans les rapports État - populations locales, en particulier au niveau de l'administration et de la réorganisation de la vie politique, de l'économie, de la scolarisation et des infrastructures publiques, et surtout dans les années 70.

Le régime pré-révolutionnaire était en quelque sorte une prolongation du système colonial parce qu'il n'a pas beaucoup touché aux institutions coloniales³⁸. On peut dire globalement que la politique du nouveau gouvernement visait une intégration plus forte des populations dans l'ensemble des échanges économiques et politiques de l'État, le renforcement de la présence de l'État dans les régions marginales et l'accroissement de la production agricole dans divers domaines. En même temps, des initiatives ont été prises pour améliorer les infrastructures, en particulier dans la santé et l'éducation. Il y a donc eu quelques résultats visibles et surtout de l'espoir. Les représentants de l'État se sont adressés directement aux populations et ont introduit un discours de „réveil social“ pour un "progrès" dans tous les secteurs de la vie.

Ces développements représentent des ruptures fortes par rapport aux périodes antérieures. Ils se reflètent dans les rétrospectives de la majorité des paysans de la région de Tanguiéta, qui décrivent ce changement comme leur ayant „ouvert les yeux“, ce qui „nous a réveillé“ (*biali: sī lɪ+nateni sɪ gɪmɪda*) "ce qui nous amené une nouvelle vie" (*biali: bopesi-révolution*), ce qui a donné une nouvelle conscience de soi même et apporté l'optimisme général. Ce qui était nouveau à ce temps, c'était le style politique qui donnait „la parole au paysan“.

³⁸ Cette appréciation est partagée par exemple par Guichard 1996:75 et Bako-Arifari 1997.

Au début des années 80, le gouvernement s'est à nouveau ouvert à la coopération d'aide au développement internationale et aux activités des bailleurs de fonds sur le terrain, engagé dans la "*lutte contre la pauvreté*", des ONG (ACCORD) ou projets bilatéraux (GTZ, F.E.D., S.A.D. etc.) ont démarré.

D'autre part, l'État révolutionnaire a essayé de briser les structures „régionalistes“ et les dépendances habituelles. Le nouveau gouvernement a cherché à diminuer l'influence des anciennes autorités locales (Elwert 1983a: 345), surtout celle des chefs de canton que l'on considérait comme anciens collaborateurs du régime colonial³⁹. On a donc tenté de promouvoir de nouveaux cadres, "*porteurs de progrès*". Par conséquent, cette période fut accueillie avec beaucoup d'enthousiasme surtout par les jeunes, les cadets, et cet enthousiasme domine également les récits rétrospectifs. L'État a mené des campagnes contre toutes *les pratiques rétrogrades*, pour *lutter contre le féodalisme*. Mais au Nord de Atakora, on ne peut guère parler de larges campagnes: le gens ont continué d'adhérer aux religions traditionnelles et de les pratiquer, ou de fréquenter les missions protestantes et catholiques.

L'église catholique était considérée avec méfiance, et partiellement expropriée. A Tanguiéta, la mission catholique a dû céder un terrain pour l'agrandissement de l'école Godjé, gérée par l'ordre catholique de soeurs, qui fut par la suite laïcisée.

Administration

La réforme administrative de 1975⁴⁰ a apporté une nouvelle découpe des unités territoriales et des postes.

Au niveau local, de nouvelles structures d'administration ont été introduites (selon loi constitution de 1977, Article 76, et 1001). Le changement politique le plus important au niveau des villages fut la création des conseils de la défense de la *Révolution* (CDR). Des réunions régulières y furent organisées pour "*expliquer aux populations la politique de*

³⁹ Au niveau local, les anciens chefs n'ont plus eu beaucoup d'influence. L'ancien chef de canton Godjé était encore dans le conseil du maire, mais sans avoir une grande influence hors du quartier Porika. Malgré tout, il jouit, de même que d'autres anciens titulaires, d'un grand respect (cf. également Alber 1997).

⁴⁰ Dans la chronologie de l'histoire locale dans les campagnes au Bénin, d'autres auteurs renvoient aux ruptures de la réforme administrative comme date-clé (Le Meur 1995). Je retiens cependant 1972 car les affrontements contre les commerçants n'auraient pas été possibles dans le nouveau discours.

l'État", et pour "*écouter leurs besoins*"⁴¹. Tous les habitants ont participé à l'élection des *Commissaires du peuple à l'Assemblée révolutionnaire* - selon des listes unitaires.

Ainsi, l'État a cherché de s'enraciner plus profondément dans les campagnes. On a établi des organisations de représentation aussi au niveau villageois.

Les comités et conseils révolutionnaires étaient des forums tout à fait nouveaux. Mais les organes de décisions les plus importantes comme le CRAD et CEAP n'ont pas été élus, et devaient souvent exécuter les ordres de plus haut⁴².

L'ancienne *Subdivision de Tanguiéta* fut divisée en trois districts (aujourd'hui sous-préfectures): Matéri, Tanguiéta et Cobly. Ainsi, chacune des ces unités a reçu ses propres installations administratives et a été dotée peu à peu d'une meilleure infrastructure de base, également de quelques services décentralisés étatiques (perception-reception, service zootechnique etc.). Les districts ont été subdivisés en communes populaires (aujourd'hui communes rurales et urbaines) composées de quartiers. Les chefs de canton ont exercé leur fonction jusqu'à la suppression officielle en 1975 (Bako-Arifari 1997a:14, cf. également Allen, 1989:56p.)⁴³. On les a laissés en place avec une petite allocation, ils jouissaient seulement d'un droit de participation lors des réunions administratives. Aujourd'hui, la majorité d'entre eux est décédé (exception faite de *Kwaro* à Taïacou).

Dans la ville de Tanguiéta, le poste de maire a été créé, ainsi que celui de "*délégué*" (chef de quartier). Le maire a été en quelque sorte le successeur du dernier chef de canton de la région, Godjé. Les quartiers "*Zongo*", "*Mossi*", "*Buruba*", etc. ont été rebaptisés pour éviter des différences visibles parmi des habitants d'origine différente, et en faveur de "*l'unité nationale*".

La réorganisation du secteur agricole

⁴¹ Les réunions ont été lieu:

1 par trimestre: assemblée des délégués et des maires de la SP

2 par mois: réunion de la population du village.

⁴² Selon les propos de plusieurs interlocuteurs, les compétences du CRAD à Tanguiéta ont été quand même plus grandes que celles décrites par exemple par Allen 1989:57.

⁴³ "Le pouvoir du chef coutumier et administratif local a été supprimé... [de l'État], ...c'est pour rechercher un ancrage social à la base dans le milieu rural" (Bako 1997:14).

Simultanément, une offensive agraire a été lancée. Le gouvernement de la *Révolution* a essayé de mettre l'accent sur l'augmentation de la production agricole et des vivres et des cultures de rente. Il a continué la politique qui avait déjà été exercée sur le terrain par le gouvernement Maga à la suite des indépendances (sociétés d'intervention), mais dans une ampleur beaucoup plus large et plus intensive qui a également intégré les villages les plus reculés. Les écoles ont eu des champs collectifs, qui sont devenus avec le temps plutôt les champs des instituteurs (originaires des régions du sud du pays). Ces derniers ont justifié cette appropriation par le mauvais salaire, qui ne tient pas compte de leur situation "en brousse". Le grand changement n'était pas seulement l'incitation à la création de nouveaux groupements des producteurs dans les villages, mais surtout un suivi étendu de la production. Le CARDER est devenu l'agence principale de la promotion de l'agriculture (Ayo 1986, Tossou 1995). Les AVA, (*agents de vulgarisation agricole*), actifs depuis l'indépendance, diplômés d'écoles agricoles comme le INA à N'Dali. Plus tard⁴⁴, ils sont tenus de suivre régulièrement des formations complémentaires du CARDER, étaient alors présents dans chaque village. Ils veillaient surtout à l'organisation des champs communs, cultivés collectivement (et obligatoirement) par tous les hommes ou femmes ou jeunes du village dont les bénéficiaires (obligation de revendre les produits à l'État, voire au CARDER⁴⁵) rentraient dans les caisses communes et pouvaient servir aux investissements communs tels que les camions, les bâtiments de stockage ou les salles communales. Une large partie des bâtiments de mairies (Gouandé, Matéri), des écoles et maisons de culture (Matéri, Tanguiéta) ont ainsi été construits ou améliorés. Un système de soutien entre les communes pour la réalisation des investissements par priorité était prévu, mais n'a pas bien fonctionné. Mais, le détournement des fonds par des responsables a pris de plus en plus d'ampleur.

La *vulgarisation* a permis d'introduire, de façon autoritaire, de nouvelles techniques, semences ou formes d'organisation du travail à travers l'*encadrement* (système de consultation agricole) qui était dispensé dans les centres de formation (cf. aussi Mongbo 1992, Floquet 1993, 1994). Avant tout, les jeunes paysans étaient censés être les porteurs de progrès: car ils étaient formés et dotés des crédits (par exemple dans le cadre du club étatique des jeunes agriculteurs: "4 D"). Dans certaines localités comme à Koufouroumissiga (sous-

⁴⁴ Programmes de "training and visit" de la banque mondiale dans les années 80.

⁴⁵ Il faut quand même ajouter que les agents du service agricole du CARDER ont assez souvent triché les paysans.

préfecture de Matéri), l'État a créé des fermes d'État (CAETS). La politique agricole était caractérisée par une bureaucratisation croissante de la gestion de production sur le plan local. Ainsi, à la fin des années 70, on a assisté à une certaine croissance économique dans la région.

Les années 1980 ont ensuite été marquées par l'avènement d'une crise profonde des systèmes de production. Le peu de succès des efforts décrits plus haut s'est traduit par une migration croissante des jeunes (Aderanti 1974, Noanti 1986).

En dernier lieu, cet encouragement de la production peut être vu comme un prolongement de l'exploitation par l'État (Elwert, 1983:307) et indirectement par le secteur urbain (op.cit.:306) sous des formes déguisées, surtout parce que les bénéfices n'étaient pas vraiment redistribués aux producteurs. Cette politique provenait de l'existence d'une bureaucratie d'État, avec ses besoins d'appropriation (salaires, infrastructures, corruption; Elwert 1983: 298f.; 330; Wong 1982). De 1974 à 1977, le nombre des fonctionnaires d'État dans l'administration a augmenté de 106 % (Elwert, 1983: 341), augmentation à caractère horizontal (en nombre, non en salaire). La catégorie distincte des "*cadres*" ou "*fonctionnaires*" a été créée.⁴⁶

L'État a également commencé à contrôler plus qu'avant l'usage des sols par le régime foncier, en particulier les lotissements en ville, et l'extension des activités des sociétés de commercialisation⁴⁷

Déjà à la fin des années 1950, et par suite des regroupements, des recensements de quartiers de la ville et l'attribution de titres ont été ordonnés. Au milieu des années 70, ce système a été repris par la fondation d'une commission foncière et d'un conseil du maire qui prenaient les décisions en cas de litige. La commission a déterminé l'espace de la ville (en croissance) et les terroirs agricoles. Elle ville, on a fait retracer les routes et a redéfini les conditions d'attribution des nouvelles parcelles. Ici s'est ouvert un enjeu important de l'appropriation des terrains au niveau de la ville de Tanguiéta. Dans les villages, les affaires ont passées aux mains des maires, qui devaient faire face aux aspirations des chefs de terre. En 1981, une réforme a introduit l'élection des autorités locales (Ayo 1984).

⁴⁶ Les appellations en langue locale décrivent ces personnes comme celle "travaillant avec le papier" (biali *aĩ chĩgĩrĩ r`ahsĩ hrĩ*+/ou - en continuité avec le temps colonial - comme ceux "qui oeuvrent pour les blancs (biali: *kovnsv`l ĩl* /!- Même la dénomination fongbe "akowe" (biali: *j`v ddfĩ*+/ fonctionnaire, agent permanent d'État) fait encore aujourd'hui partie du vocabulaire populaire de la région du Nord du Bénin.

⁴⁷ Pour la situation au sud du Bénin se reporter à Gbaguidi 1995.

Les années de la Révolution ont apporté une série de mesures pour améliorer les infrastructures dans la région de Tanguiéta. Jusqu'à cette époque, la grande route internationale de Natitingou à Porga était laissée en mauvais état, dans une situation bien pire qu'aujourd'hui⁴⁸.

Dans le même temps ont lieu la construction d'une série d'écoles et la proclamation d'une réforme d'éducation. Les écoles et les maîtres devaient être porteurs de l'esprit rénovateur dans les campagnes. Le système d'éducation devait être mieux accordé aux besoins pratiques, et ainsi ont été créés des champs collectifs, des foires des écoles dans le cadre de "*l'École Nouvelle*". L'alphabétisation dans les *langues nationales*, d'abord portée en avant par l'église catholique et ses catéchistes, a été renforcée par la création de centres d'alphabétisation, de recherches scientifiques sur les langues de la région et l'établissement de commissions linguistiques nationales pour chaque langue (cf. N'Ouény 1994). Au niveau de la province (actuel département), furent créés, en 1976, les directions d'alphabétisation, présidées par un coordonnateur (professionnel) de l'alphabétisation au niveau du district (actuellement: la sous-préfecture) et des responsables dans les communes.

La politique d'État face aux commerçants

Parallèlement à tentative d'étatisation générale de la vie économique, s'est effectué un plus grand contrôle du libre échange des produits. Dans les premières années de la *Révolution* surtout, on a visé les modes d'accumulation des commerçants, et, en première ligne, des grands commerçants. Ils étaient traités de "*commerçants véreux*" et soumis à des taxes supplémentaires, avant tout sur les marchés en quittant la ville de Tanguiéta (à la célèbre "barrière"). On procéda à une large étatisation du commerce à travers l'augmentation du rôle des sociétés d'État déjà existants (CARDER; SONACOP- pétrole; cf. Elwert 1983a: 343), et en obligeant les paysans à vendre des produits à l'État etc.

Ce dernier n'était pas problématique pour les paysans (contrairement à d'autres régions) parce qu'il n'y avait pas de grandes possibilités de contrebande des produits agricoles par les paysans. La commercialisation à travers les marchés hebdomadaires a causé de peines, surtout aux producteurs des régions reculées.

⁴⁸ Encore aujourd'hui, la route attend une reconstruction et un bitumage. Régulièrement, les pluies détruisent la piste, et la montée très escarpée entre Toucountouna et Cotiacou représente un obstacle majeur.

Ayant décelé le problème réel d'une naïveté des paysans dans les échanges commerciaux (et certainement aussi à l'encontre des acheteurs des sociétés étatiques), les autorités sont maintenant passées à une politique de chasse de ceux qui étaient censés être "capitalistes"⁴⁹. Parallèlement à la poursuite des "pratiques rétrogrades" des cultures locales, d'anciens systèmes de commerce étaient suspects, car peu contrôlables et ainsi traités de "capitalistes"⁵⁰. Cette politique, aidée d'une prise de conscience croissante de la population paysanne, a débouché sur les événements de 1976 (voir plus bas) qui ont amené une grave crise dans les relations interethniques et entre l'État et les groupes de commerçants. Plus tard, au début des années 80, il y avait une plus grande libéralisation du commerce (cf. Le Meur / Adjinacou 1997:24).

Changements générationnels

Pour les jeunes, il s'agissait, dans les années 1970 d'un véritable mouvement, initié certes par le haut, mais qui avait trouvé un large écho par le bas, et les temps nouveaux étaient une rupture avec la dépendance. Par conséquent, cette période était accueillie surtout par les cadets avec beaucoup d'enthousiasme.

De nombreux paysans ont vu dans la personne de Kérékou une sorte de leader charismatique qui leur offrait un grand avenir. Les anciens combattants l'estimaient à cause de son passé militaire. Le fait qu'il vienne de la région du Nord de Atakora, qu'il soit d'origine Waama, né à Kouarfa, à quelques kilomètres de Toucountouna, a certainement joué sur cette large acceptation. La *Révolution* peut être considérée également comme un changement d'élites et de génération dans le commandement des affaires locales et nationales (Lloyd 1966). C'est alors une couche de jeunes, pourvue d'une formation scolaire, quelquefois travaillant au service agricole, dans le service d'administration ou sortie des rangs des militaires, qui a pris en main le destin du pays. De plus en plus de cadres du Nord ont commencé une carrière administrative. Dans un premier temps, c'étaient les enfants de collaborateurs divers des services étatiques, de commerçants et artisans en Tanguiéta-ville qui

⁴⁹ Campagne anti - commerçants dans les années 70, cf. aussi Le Meur / Adjinacou 1997:24

⁵⁰ Dans un livre titré: "Lutte de la révolutionnarisation des villes et campagnes. Manifestations de la féodalité et les pratiques rétrogrades dans le district de Tanguiéta. Recommandations du séminaire des préfets et chefs de district de la RPB, 18-20. Dec. 1975 (RPB)", on trouve les remarques suivantes: "Les Yoruba, Haussa, Zerma se livrent au commerce, l'ancienne pratique de ces commerçants consistait à rechercher des bénéfices illicites qui se levèrent quelquefois jusqu'à 100 % Mais avec la vigilance des autorités.. cette pratique tend à disparaître".

- ayant reçu une éducation scolaire grâce l'intérêt de leurs pères - ont alors eu accès à des fonctions au sein de l'administration et dans l'autorité locale. D'autres, qui avaient poursuivi une carrière au sein de l'église catholique ou protestante, ont également formé une grande partie des nouveaux cadres. Le nouveau poste du maire de la commune urbaine ou commune rurale a généralement été occupé par ces cadres de la *Révolution*. Beaucoup ont été employés dans les programmes agricoles.

Le début du renouveau démocratique (biali : sogloman ĩm, demokasii)

À la fin des années 80, la région connaissait, comme un peu partout au Bénin, une crise économique. Dans la région de Tanguiéta, cette crise se traduisait par

- une émigration croissante de la main-d'oeuvre, en particulier vers la Côte d'Ivoire, le Nigeria⁵¹
- la faillite des systèmes de crédit rural
- l'augmentation de la corruption dans l'administration

Les interventions des projets (bilatéraux) telles que le projet ACCORD (Matéri), Projet Canadien d'Alimentation, Jura-Afrique (Tanguiéta) et PADEC (Cobly) n'ont pas pu aider à la relève générale des problèmes économiques vitaux. En revanche, la contrebande, surtout celle de l'essence, vers le Togo et le Burkina, prenait de l'ampleur, sans apporter de remède à la situation, contrairement à la situation au sud du pays (Igué / Soulé 1992). Les investissements dans les infrastructures (surtout les routes) restaient plus que modestes.

L'État voyait partiellement ces problèmes et avait incité à la fondation des associations de développement, également pour renouer les relations entre les fonctionnaires "*ressortissants*" et leur région d'origine, et assurer ainsi une emprise continue de l'État. Cependant, ces associations étant laissées seules, elles ont développé une attitude d'indépendance, et ont ensuite songé à l'autogestion dans de nombreux domaines de la vie publique.

Tanguiéta n'est sûrement pas un lieu important des changements politiques qui ont abouti à la conférence nationale en 1990. La crise économique ne s'est guère traduite par des contestations politiques. Les opposants importants de la région de Tanguiéta étaient soit en exil (Borna), soit dans les villes du sud, cachés ou quelques fois emprisonnés (Alassane

⁵¹ Quelquefois, les émigrants béninois ont été expulsés des pays d'accueil, comme en 1958 en Côte d'Ivoire, du Congo 1962, du Niger 1963, le Ghana 1970 et le Nigeria 1983.

Tigri). Dans cette optique, les changements introduits à la suite de la conférence nationale ont surtout soulevé l'espoir dans le domaine économique.

Élections, associations et partis politiques

Les changements dans l'administration et la vie politique publique furent d'abord marqués par l'organisation d'un référendum (le référendum sur la nouvelle constitution en décembre 1990) et les élections présidentielles et législatives de 1991; puis l'élection des nouvelles autorités locales. On a procédé à une élection générale des nouvelles autorités locales comme le maire et le chef de village/quartier et les conseils communaux⁵². Cette élection communale devait être provisoire, valable seulement quelques mois. Mais les nouvelles élections communales ne sont programmées que pour 1998.

En 1991, face aux élections, se sont formées plusieurs cellules des partis politiques au niveau local. Les représentants des partis politiques s'appuyaient largement sur les associations de développement et gagnaient en importance. L'association de développement de Tanguiéta, par exemple, est devenu un des noyaux du MNDD. Ils ont noué des relations clientélistes avec leurs militants. Ce changement du champ politique local a abouti à des tensions entre les différents groupes d'intérêt.

Au niveau économique, on a pu constater une libéralisation de l'échange plus libre (malgré la persistance des contrôles non autorisés). La réorganisation du secteur du crédit a permis la création de la CLCAM à Tanguiéta. Dans le même temps, l'État a continué de se retirer largement des affaires de développement de la région. Certaines tâches dans ce secteur étaient assurées par les OING et ONG qui ont entrepris une large relance de leurs affaires. Par le biais de cette tendance se sont développées des structures locales plus formelles, soutenues par la politique générale du développement, avant tout au niveau non étatique au sein de la société locale. Depuis peu (fin 1996), on peut constater dans la région une certaine reprise des activités par les agences d'État (CARDER- promotion du coton, politique de couplage avec les produits vivriers, collaboration avec le projet PNUD, etc.).

⁵² Le conseil consultatif du maire de Tanguiéta est composé de 5 membres (janvier 1996): Bernadette Bettou (Waama), Idrissou Fousséni (Mossi), Charles Boni Kouapéri (Natemba), Idani Koutré (Buruba), Noanti Kawé (Buruba).

Administration

Bien entendu, il faut différencier différents domaines d'intervention de l'État. Sur le plan administratif, l'État s'est retiré surtout des structures de collaboration avec les différents porteurs d'intérêt et de pouvoir local, mais théoriquement, le sous-préfet a gardé plus de pouvoir qu'avant, pouvoir qu'il peut bien utiliser à ses propres fins - voir l'affaire du parc Pendjari et les antécédents des événements du février 1996.

tableau 1: organisation de l'administration civile (exécutive) au Bénin (avant la décentralisation, 2000)

<i>position</i>	<i>lieu</i>
<i>Président de la République</i>	<i>Cotonou</i>
<i>Ministre de l'intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale (MISAT)</i>	<i>Cotonou</i>
<i>Préfet du département (Atakora)</i>	<i>Natitingou</i>
<i>Bureau de la préfecture</i>	<i>Natitingou</i>
<i>Secrétaire général du département</i>	<i>Natitingou</i>
<i>sous-préfet de la S/P Tanguiéta/</i>	<i>Tanguiéta</i>
<i>Secrétaire général de la sous-préfecture/</i>	<i>Tanguiéta</i>
<i>Bureau/Service Administratif de la S/P Tanguiéta</i>	<i>Tanguiéta</i>
<i>Maire de la commune urbaine Tanguiéta/</i>	<i>Tanguiéta</i>
<i>Maires des communes rurales</i>	<i>divers</i>
<i>Chefs de village</i>	<i>divers</i>

Dans les paragraphes précédents, j'ai souligné le rôle des administrateurs étatiques sur le plan local, et pointé les contradictions structurelles et la relation des structures avec le champ sémantique du pouvoir dans la région de Tanguiéta.

J'ai ensuite essayé de présenter quelques éléments de la relation générale entre État et populations en transition au Bénin (à savoir le rôle des intermédiaires, le rôle des nouvelles institutions et de formations politiques, le problème du retour des forces politiques anciennes, la multiplicité des arènes et des discours, religions etc.), éléments qui servent entre autres à reconstruire la situation actuelle du système politique changeant dans le pays.

Avant d'étudier les relations entre l'administration étatique et la société locale par rapport à certains débats théoriques actuels, je reviens aux perceptions des changements politiques dans l'histoire politique de la région, et puis à l'appréciation des transformations actuelles. Dans cette perspective, les continuités et les ruptures des structures politiques locales se montrent telles qu'elles sont perçues par les différents groupes sociaux de la région.

5. PERCEPTION GENERALE DES CHANGEMENTS DANS L'HISTOIRE DE LA COMMUNE

Si je regarde l'ensemble de mes entretiens sur l'histoire locale, la vision de l'histoire d'une large partie de la population - commerçante et paysanne confondue - est marquée, en général, de certains topoi dominants. Il est frappant que les changements politiques sont exprimés, en général, de façon indirecte, par moyen des effets économiques et sociales, et moins par rapport au niveau de prise de décision, de participation et de "liberté d'expression" (les opinions sur ces aspects ne pouvaient être recensé qu'au suite des questions supplémentaires).

Il s'est montré

1. la personnalisation des événements et changements historiques: La périodisation émiqwe renvoie toujours aux personnages au pouvoir central ou local ("*le temps de Maga*", "*le temps de Kérékou*", "*sous Houéssou*", "*le temps de mon grand père*").
2. Les étapes historiques, surtout les plus récentes, ont toujours été liées à un chef d'État, à un administrateur local, même si ce dernier n'a influencé la région que par le biais d'intermédiaires. D'abord, ces visions n'établissent que le cadre des représentations et discours historiques. Mais elles impliquent parfois aussi la responsabilisation directe d'un chef d'État pour une situation de crise actuelle (voir plus bas).
3. La perception des changements historiques, surtout en fonction du développement des infrastructures au sein de la commune (on a construit la route, l'école, le marché, autogare, routes, la maison du peuple, l'avènement de l'électricité) qui ont influencé la vie quotidienne des habitants et dominant ainsi les structures de pertinence des interlocuteurs⁵³.

Perception des changements actuels

En général, les jugements portés sur l'impact de la "*démocratie*" sont divers. Bien que beaucoup d'interlocuteurs m'aient dit qu'il ne s'agissait pas d'une grande rupture, d'autres apprécient certains avantages:

Pour la plupart des habitants de Tanguiéta, les changements des dernières années s'insèrent dans le déroulement de tous les événements différents au cours de l'histoire de la région, et ne

⁵³ La "vérité" du vécu, de l'expérience personnelle est importante. A propos des événements de février 1996 à Tanguiéta, les gens d'un village des alentours de Tanguiéta m'ont dit: "Nos yeux n'ont pas vu. On a entendu que des militaires se sont tués mais on n'a pas vu....(discussion en groupe à N'Dahonta,25.5.96).

sont pas, à la différence des événements de la *Révolution*, perçus comme quelque chose de radical. Ce constat global, résumant l'ensemble de mes entretiens et discussions sur l'histoire locale et les problématiques actuelles, doit être en partie relativisé par la perception des grands problèmes économiques, surtout la dévaluation en 1994 pour laquelle on culpabilise le président Soglo (voir en bas). En revanche, les habitants saluent certains changements positifs.

Les paysans saluent que l'influence des gendarmes ait partiellement diminué, contrairement à l'époque de Kérékou. En revanche, d'autres disent que cette liberté était ambiguë et abusée par certains. On se félicite d'une plus grande liberté individuelle. Le choix des autorités locales a changé, surtout avec le maintien du principe d'élection. La suppression, depuis le Renouveau Démocratique, de l'impôt, est également bien appréciée. En revanche, ces nouvelles libertés sont contrées par des problèmes économiques.

Il faut généralement constater que, dans le discours populaire, le temps de la *Révolution* n'était pas rétrospectivement jugé si mauvais. La crise des années 80 était expliquée par un blocage financier de Kérékou.

De point de vue des paysans, le changement semblait une recombinaison des élites - au lieu des instituteurs et militaires sont arrivés au pouvoir les avocats, universitaires (cf. Bierschenk 1993). Les discussions à propos des changements du Renouveau Démocratique ont souvent porté sur le rôle actuel des administrateurs étatiques, des autorités locales et sur l'appréciation de chefs d'État (voir plus bas). Souvent, on trouve dans la littérature relative à ce sujet la remarque (banale) que la notion "démocratie" n'est pas comprise dans l'acception habituelle (occidentale) du mot, qu'elle est parfois comprise comme liberté absolue, et parfois associée à tous les maux politiques et économiques actuels. Un tel scepticisme semble plutôt sain, vu les apports des autres grandes ruptures de l'histoire béninoise.

Ce qui est frappant est que les interrogés, jeunes et âgés confondus, ont souligné qu'ils pensent que "*la démocratie ne veut pas dire désordre*," et qu'il faut s'accorder sur l'ordre. Ce discours semble désormais omniprésent, discours qui sert d'explication à n'importe quelle problématique locale, en raison du fait que l'emprise de l'État a déjà diminué les dernières années précédant le *Renouveau*.

La conscience des formes d'abus de pouvoir de la part de la gendarmerie est bien présente, bien que le gendarme décrive, dans une autre discussion, ce qu'est pour lui le gendarme idéal. Il renvoie ainsi indirectement, aux problèmes vécus dans le passé.

Appréciations populaires des chefs d'État dans la région de Tanguiéta

Revenons aux appréciations des changements politiques, focalisés sur les chefs d'État. Dans la région de Tanguiéta, on exprime une forte méprise à l'égard de l'ancien chef d'État Soglo, tandis que dans l'ensemble, Kérékou est accepté. Ce dernier n'est pas rendu directement responsable de la crise de la *Révolution*, car "il était mal conseillé", "les autres ont gâté tout, il ne le savait même pas" (Dacosa Sarré). Ainsi s'explique, en partie, le vote pour Kérékou, le raz de marée des élections en 1996. Il faut constater que Kérékou profite encore de l'estime acquise au début de la *Révolution*. Chez certains, la chute de Kérékou s'explique par les erreurs de Soglo. Ce dernier passe pour être arrogant et il est rendu responsable des événements de février 1996.⁵⁴

Au début du *Renouveau Démocratique* Soglo était, pourtant, soutenu; notamment par certains groupes du milieu commerçant et entrepreneur qui ont profité, dans une certaine mesure, de la libéralisation du commerce. On peut citer les cas du "sergent", propriétaire de véhicules, et également du chef de l'Union des producteurs et entrepreneurs agricoles, Toro Bawa (26.4.1996), et d'autres, soutenant encore en 1995 le RB. La majorité des adhérents a changé de côté après les événements du février 1996.

6. RESUMÉ: ASPECTS HISTORIQUES DE LA RELATION ÉTAT - SOCIÉTÉS LOCALES A TANGUIETA

L'histoire précoloniale de la région de Tanguiéta est marquée par différentes phases d'immigration de groupes lignagers, en particulier en provenance du nord-ouest. Les groupes se trouvaient dans un état de fusion et fission permanent, et se distinguaient surtout au niveau des lignages (*biali buru*, dit. *kubwoti*) en tant qu'unité se référant à un ancêtre (mythique) fondateur, et en tant qu'unité de culte, liée à certains autels de génies et d'ancêtres (*biali halaab ĩ*) qui établissent le rapport avec les antécédents et la terre.

⁵⁴ Richard Banégas (1998) démontre que l'évaluation des chefs d'État varie considérablement selon les régions. Dans le cas du sud de Benin, elle est exprimée en termes de "voisinage" (Soglo) et de "distance" (Kérékou). Banégas, en utilisant le jeu chinois de la comparaison, ouvre un large répertoire des représentations émiques. Ainsi, au cours de la campagne présidentielle, le soutien à Kérékou était plus large qu'en 1991, pas seulement par le fait qu'il venait de la même région, mais pour des raisons concrètes dont témoigne une chanson d'une femme du début de l'année 1996.

Le début de la période coloniale peut être considéré comme quête d'une domination effective de la part des Français, marquée par la défaite des rebellions et la mise en place d'une chefferie considérée fiable. Du contact limité ressort d'une certaine autonomie des sociétés locales. La mise en valeur ainsi que le développement des infrastructures se sont faits beaucoup plus tard. Sous l'appui du pouvoir colonial, les groupes de commerçants et artisans musulmans se sont successivement installés au centre - ville de Tanguiéta.

Dans les années 60 surtout, l'immigration de groupes de paysans et de commerçants à Tanguiéta-ville n'a cessé d'augmenter, ce qui y a conduit à la situation multiethnique d'aujourd'hui (Grätz 2001).

Depuis l'indépendance, il y eu différentes phases de l'emprise des sociétés locales par l'État, en particulier au niveau de l'économie. L'encrage de l'État dans cette région s'est intensifié à partir des années 70 par le biais d'une augmentation du contrôle de l'économie. La politique de l'État envers les commerçants a conduit à une politisation des différences socioculturelles et à l'éclatement des conflits interethniques dans la région, qui se sont produits dans une certaine contradiction avec l'idéologie officielle de l'unité nationale. L'autre élément fut l'organisation des comités de la défense de la *Révolution*, et la tentative d'intégrer (au moins dans une première phase) des habitants dans la prise de décision. L'interface entre l'administration étatique et les populations a dû assurer une nouvelle génération éduquée de cadres, en général instituée par l'appui du parti unique ou des syndicats contrôlés par l'État - les agents de vulgarisation, maîtres, vétérinaires, etc., au détriment des anciens chefs. Il s'agissait d'un changement des générations, et souvent les fils lettrés des anciennes élites (des anciens combattants) ont pris la relève.

En légère différence avec Elwert qui parle d'une élimination des intermédiaires (1983:345), j'aimerais plutôt interpréter cette politique comme la tentative de mieux contrôler et de fonctionnaliser les intermédiaires de domination. On a partiellement remplacé les anciens intermédiaires (chefs de canton) par des nouveaux (maires), mais on a créé des nouveaux systèmes administratifs au niveau inférieur (les *Comités de la Défense de la Révolution*). Ils ont gardé une marge de manoeuvre importante (Bierschenk 1993, Alber 1997) ou sont seulement demeurés une référence secondaire, des autorités à l'arrière fond (Lachenmann 1981).

Au milieu des années 1980, furent fondées les premières associations de développement. Au fur et à mesure que la crise du pays s'est aggravée, ces dernières ont échappé à un contrôle

effectif d'État central. Avec les projets de développement a émergé également un nouveau groupe de courtiers de développement (Bierschenk / Chauveau/ Olivier de Sardan 2000). Dans certaines régions du Benin, les anciennes autorités ont souvent essayé de renouer avec leurs anciens rôles. Dans région de Tanguiéta, quelques hommes forts, expérimentés, ont pu occuper des postes importants en s'appropriant quelques de ces nouveaux postes offerts par la vie associative.

Les différentes phases historiques de l'administration locale ont parfois introduit des nouveaux systèmes de répartition des positions formelles d'autorité. Les personnes ayant exercé ces fonctions sont parfois encore respectées. Ainsi se produit une polycéphalie des autorités (Le Meur 1997, Alber 1997).

Depuis la fin des années 80, on doit constater un retrait de l'État central en tant que moteur de développement. Cette politique se révèle dans l'abandon de la commercialisation organisée des arachides à partir de 88, alors la seule grande culture de rente de la région, et dans la baisse des activités de promotion rurale par le CARDER.

L'association de développement de Tanguiéta procède à une certaine anticipation discursive des lois de la décentralisation, manifestée dans la gestion autonome de la radio rurale locale⁵⁵.

L'appréciation du rôle des administrateurs étatiques actuels à Tanguiéta

A Tanguiéta, la position des représentants d'administration étatique est très ambiguë. D'une part, ils sont confrontés à un grand refus provenant des populations, surtout lors qu'ils agissent comme Bakindé. D'autre part, ils sont perçus comme instance de médiation (comme l'était au début Bakindé), de collaboration (je reviens sur ce aspect plus bas). Les autorités locales attendent que l'administrateur les intègre dans les affaires courantes de la commune, qu'il les sollicite (les "écoute" et les "demande"):

" Qu'est ce que doit faire un bon sous-préfet ?

" Il doit nous demander, les chefs" (Aliasou Salifou, chef de quartier, 24.6. 1996 Tanguiéta).

Cette collaboration était plus étroite au temps de la *Révolution*, entre autre instituée dans les Comités de la défense de la *Révolution* et dans le CRAD, malgré les problèmes déjà évoqués.

⁵⁵ La radio joue un rôle important comme projet politique symbolique, Grätz 2000.

L'absence de règlements formels de participation se ressent, surtout face à la présence et à la nouvelle importance de l'association de développement de Tanguiéta et ses représentants.

Il y a cependant un besoin de collaboration avec l'administration. Il se manifeste surtout par le règlement des conflits locaux. Dans le cas du conflit à Dahohoun-Tiélé, on a recouru à l'aide du sous-préfet. On attend des forces de sécurité qu'elles garantissent également l'ordre là où les autorités locales ne le peuvent plus. Ici, il faut établir une distinction on attend le soutien de l'administration, la médiatisation, mais non le règlement de toutes les affaires. Les affaires sont traitées, si possible, en dehors des institutions d'État, et n'attendent pas l'accord ses représentants.⁵⁶

Dans le cas de l'augmentation des prix au milieu de l'année 1996, on a vu que les habitants exigent, malgré tout, que l'État garantisse la stabilité des prix, et s'engage à protéger le marché. D'autre part, les paysans et commerçants qui pratiquent la contrebande souhaitent continuer: On attend de même que l'administration ne s'immisce pas dans la gestion de la gare routière.

Dans certains champs (semi-autonomes), les habitants pratiquent une large autogestion des affaires, avec le retrait ou le désintéret de l'État, comme dans le cas de la RRL, le marché de bétail etc. De même, de nombreux forums publics et même les festivals sont organisés par les associations locales comme *Jura Afrique* (l'exemple du forum contre le SIDA, en janvier 1997). En ce qui concerne la corruption des sous-préfets et des gendarmes, mes interlocuteurs perçoivent une certaine continuité des périodes précédentes. Dans les dernières années, la corruption dans la région d'étude n'a apparemment pas diminué.⁵⁷

Des exemples similaires se trouvent aussi dans l'ensemble de la scène politique nationale. Les pratiques de l'enrichissement par voie politique continuent, malgré le discours moralisant des politiciens depuis le *Renouveau Démocratique* et les révélations des derniers temps.⁵⁸

⁵⁶ Contre une vision trop simple de l'échec de l'État centraliste (Wunsch /Olowu 1990), il me semble utile de référer à la distinction classique de James Buchanan (1975) entre état producteur, État redistributeur et État protecteur, caractères différents liés aux types de légitimité différente. La légitimité de l'État diminue souvent beaucoup plus quand l'État n'est plus capable d'être l'État protecteur.

⁵⁷ A rappeler quelques exemples récents: l'affaire de chasse illicite au parc Pendjari par des autorités administratives (août 1995, Atchadé 1995), la venalité de la gendarmerie à l'égard des routiers, les détournements de fonds lors des Jeux du Nord (décembre 1995), les pratiques à l'hôpital et au centre de santé (vente de médicaments, manipulation des prix etc.).

⁵⁸ Selon Olivier de Sardan (1996), la corruption doit être vu dans l'ensemble des échanges des biens et des services pratiqués aux niveaux différents de la vie social. Cf. aussi Bako-Arifari (2001), Olivier de Sardan /Blondo (2001) et Sommer (2001).

On trouve des formes semblables de corruption décrites déjà dans les années 70 par Wong (1982), Elwert (1983) et d'autres.

Les modes de communication entre État et les populations dans la région de Tanguiéta ont changé, car il y a moins de réunions officielles. Le style et la politique d'information officielle correspondent encore au temps de la *Révolution*. La réunion, convoquée par le sous-préfet le 10 novembre 1995, en témoigne. Au cours des dernières années, chaque nouveau S.P. a convoqué une seule fois une telle réunion - la "prise de connaissance" n'a jamais abouti aux structures permanentes de collaboration et d'information. Au début de son service, chaque nouveau sous-préfet entreprend une tournée pour connaître la région, les chefs de village et les maires - comme au temps colonial. Les réunions avec les services et les organisations intervenant sont fréquentes, mais il est rare que le s/p. ou un de ses collaborateurs reste après le discours d'ouverture.

7. CONCLUSION: LES RELATIONS ENTRE LA POPULATION ET L'ADMINISTRATION ETATIQUE DANS LA REGION DE TANGUIETA

Certes, de l'analyse du champ politique local à Tanguiéta ne ressortent pas les structures politiques de l'ensemble du pays. En résumant, on peut cependant déceler certaines contradictions structurelles dans la relation entre le pouvoir étatique et les sociétés locales, dans le processus de la transformation politique en cours. Vu les données empiriques, il convient également d'en dessiner une image plus nuancée.

Au temps colonial français, la plupart des habitants, à l'exception des membres des groupes favorisés (anciens combattants, commerçants, employés d'administration) ont considéré l'État comme une force lointaine, extérieure, instable; alternant entre paternalisme et force militaire (Terray 1987, von Trotha 1994, Alber 1997), image qui a peu évolué après l'indépendance. Pendant longtemps, un bon nombre de ses représentants étaient originaires du sud du pays, ce qui a suscité des discours régionalistes. Mais au fur et à mesure que l'État s'est étendu, il a intégré aussi une partie des élites locales dans l'administration.

Dans la période de la *Révolution* des années 70, l'État a essayé de remplacer les anciens intermédiaires (*chefs de canton, anciens combattants*) par des forces nouvelles, des *cadres* choisis selon les principes de la loyauté à la cause de la *Révolution*. Le nombre des fonctionnaires de la bureaucratie centraliste, contrôlée par le parti unique, a augmenté. Au

Nord du pays l'État socialiste s'est présenté rénovateur économique et moteur du développement. Dans la région de Tanguéta, il a aussi essayé de mieux s'enraciner dans les campagnes, au niveau inférieur de l'administration.

A la fin des années 80, la crise politique générale du socialisme béninois, accompagnée d'une crise économique structurelle (les effets de l'ajustement structurel, la hausse des prix d'importation, la baisse des prix des cultures de rente, etc. a également amené à une crise de légitimité de l'État en tant qu'appareil d'administration (cf. également Evers / Schlee 1995:17; Osterkamp 1995). L'État s'est retiré de nombreux domaines de la vie sociale, notamment de la promotion agricole. La cessation, en 1988, du rachat organisé d'arachides, quasiment d'un jour à l'autre, de même que la dévaluation récente, en 1994, du FCFA (mise en vigueur de façon similaire) - ont provoqué une attitude sceptique des populations face au discours des politiciens concernant la *démocratisation*.

Malgré la libéralisation politique, beaucoup d'éléments de l'Etat bureaucratique dominant encore l'arène politique locale. Ils se manifestent par le style arrogant et autocrate de certains administrateurs, dans les hiérarchies immuables de la bureaucratie et par un manque de contrôle des fonctionnaires sur le terrain. Par conséquent, les formes d'abus de pouvoir et de corruption, le style prédateur de l'administration étatique (*predatory rule* (Fatton 1992), peuvent persister. Pour les paysans, l'accès aux instances du pouvoir étatique central et à ses ressources ne semble possible que par le biais des relations clientélistes (Spittler 1977).

La notion *État-commando* semble, pourtant, trop forte pour s'appliquer à la situation actuelle, car les représentants de l'administration étatique sont rejetés si leur décisions paraissent inacceptable, et dans certains domaines, des modes de gestion largement indépendant d'État (comme le commerce clandestin, l'orpaillage etc. champs semi-autonomes, cf. Moore 1978) et d'intermédiation⁵⁹ se sont créés. Les politiciens de partis originaires de la région ("*filis de terroir*", Bako-Arifari 1995) qui sont actifs à la fois à l'intérieur et en dehors des institutions étatiques, jouent un rôle important.⁶⁰

⁵⁹ Bierschenk, à la différence de Elwert, met l'accent sur l'intermédiation des structures politiques au Bénin (Bierschenk 1993, 2000).

⁶⁰ Dans cette perspective, mon étude aboutit à des conclusions similaires à celles de Bierschenk (2000) qui (avec une équipe de chercheurs) a analysé les rapports de pouvoirs à Parakou, deuxième ville du Bénin. Mes résultats diffèrent en ce qui concerne deux aspects: il n'y a pas de groupes de jeunes à mobiliser pour des actions violentes sans conviction préalable, et les élites « locales » sont désormais plus prudentes face aux « étrangers ».

Avec la libéralisation politique, un plus grand nombre d'associations locales, d'ONG et d'associations professionnelles sont entrées sur la scène politique locale, mais ne se sont guère intégrées dans la prise de décision au niveau communal.

L'appréciation de l'État par la population est, cependant, ambivalente. Il serait réducteur de supposer une grande dichotomie entre les deux, malgré le discours populaire qui a suivi les événements sanglants du février 1996 à Tanguiéta.

On attend encore beaucoup de l'État. Le nouveau président élu Kérékou, en tant que fils de la (grande) région, ainsi que le nouveau sous-préfet Fousseini Tigri, sont d'abord acceptés, avant qu'on réclame leur engagement effectif, des *réalisations* et une protection (des prix, de la sécurité).⁶¹

L'analyse de l'appréciation des actions, en 1995/96, de deux sous-préfets successifs, a révélé que, dans la région de Tanguiéta, les représentations locales de la morale politique ont subi un changement. Après une longue période d'un simple refus de l'État, se sont développées des normes qui permettent aux différents groupes de la population locale de mesurer les actions des administrateurs étatiques. C'était la non-existence des structures de médiation appropriées entre l'administration territoriale, dans un temps de changements politique au niveau national, qui a aggravée la situation.⁶²

On a vu aussi que certains fils du terroir se sont proposé en tant qu'intermédiaires pour la résolution des conflits- ils ont été ignorés par l'un, partiellement intégrés par l'autre administrateur étatique. Cependant, le sous-préfet, en tant que représentant personnel et direct de l'État, se trouve bloqué entre les différentes options d'action et les différentes attentes envers sa politique. D'une part, il est directement responsable devant le gouvernement, car il est nommé - sur proposition du ministre de l'intérieur - par le *conseil des ministres*. Les nominations reflètent le jeu et les figurations politiques actuelles sur le plan national. Autrement, la population attend qu'il soit prêt à agir en sa faveur, ou à jouer le rôle qu'intermédiaire. Dans le cas de Tanguiéta, les habitants ont ainsi vite appris que l'ancien

Au moins dans la ville de Tanguiéta, il semble que ceux qu'y sont nés, bien que leurs parents soient immigrés, sont mieux intégrés.

⁶¹ Une attitude semblable à celle des populations rurales en Guinée (cf. Rudebeck 1997) et au Madagascar (cf. Razafindrakto / Roubaud 1996).

⁶² Le Meur (1999) décrit les problèmes actuels de l'administration locale comme insécurité institutionnelle dans une phase de transition politique inachevée. Pourtant, les acteurs créent leurs propres espaces d'action.

sous-préfet Bakindé avait bénéficié, dans sa nomination, du support du président Soglo. Finalement, *l'excès de zèle* (Tachin 1996), son arrogance sont parus inacceptables.

"Les gens ont dit qu'ils vont tuer le sous-préfet.."

"Cette haine est due à deux choses. D'abord le sous-préfet est venu pour accomplir une mission du président Soglo, presque tous les sous-préfets d'ailleurs. Les sous-préfets malins ont feint d'oublier la mission pour rester avec les populations. Le sous-préfet de Tanguiéta Bakindé, tout ce qu'il fait, il prouve qu'il accomplit une mission de Soglo. Parmi ces missions, il faut arrêter Bandélé. Il a dit ça ouvertement. C'est parce qu'il a fait ça que les gens ont dit qu'un frère ne peut pas vendre un frère."

"On lui avait donné un crédit de confiance..."

"Oui, mais il n'a pas été à la hauteur. Il a agi contre ses frères. Pourquoi un fils de Tanguiéta a fait ça ?" (Haman Soumanou, Tanguiéta, 15.6.1996).

Le cas de son successeur Fousseini Tigri⁶³ révèle que sa quête d'acceptation locale d'éviter les erreurs de son prédécesseur (et en anticipation des futures lois de la décentralisation) s'est heurtée aux exigences des actions d'un représentant de la raison d'État (campagne contre le sodabi⁶⁴). Lui aussi n'a pas pu sortir de son rôle de bureaucrate, malgré un style et engagement politique différent. En plus, il a également rencontré des rapproches concernant sa gestion opaque des affaires foncières.

Il est pourtant frappant qu'on ait demandé aux deux administrateurs d'aider à résoudre des conflits communaux. Sur ce point, j'aimerais soutenir l'argument que la capacité des administrateurs étatiques de médiatisation, d'équilibrage des intérêts locaux divergents reste encore maintenant le critère principal d'acceptation chez les parties plus larges de la population. Cette habilité compte plus que le fait de leurs origines, d'autant plus que la région est marquée par une hétérogénéité culturelle et politique que l'administrateur ne peut pas affronter partialement et par l'appartenance à un des groupes. C'est encore la bureaucratie d'État qui exploite les gens. D'autre part, c'est de la part de l'État et de ses représentants qu'on attend la solution des problèmes. Ces raisonnements me ramènent au constat de la relativisation de l'opposition État- société locale principalement résumée en trois arguments:

⁶³ Fin 1998, un nouveau sous-préfet de Tanguiéta a été nommé, André Kounga Tagali, ancien agent des eaux et forêts. Il ne jouit pas de la même autorité vu son âge (mi-trentaine) et qui manque d'expérience, même que les plus jeunes lui attestent des efforts à réhabiliter la ville.

⁶⁴ Avec le préfet, il a essayé également d'interdire, en vain, le marché de la bière de sorgho à Tchouchoumbou.

- l'État est censé s'engager comme moteur du développement, particulièrement le développement des infrastructures et de l'enseignement
- l'État est censé arbitrer - lorsqu'on l'appelle.
- Il doit garantir la sécurité (cf. Bangoura 1996) et la stabilité économique, créer un cadre politique qui assure l'espace de l'auto-organisation des champs semi-autonomes

L'administration étatique est composée de membres des réseaux sociaux ancrés également dans les localités. Ces personnes sont des "avocats" de la population au niveau étatique en contrepartie du soutien électoral.

Ainsi, la plupart des habitants expriment un besoin d'État voire d'administrateurs étatiques (Le Roy 1996a; 1996b), d'un État qui assure la sécurité, qui s'engage à créer des infrastructures et à convaincre les bailleurs de fonds de s'engager.

La critique de l'État qui se retire de certains champs du "développement" a pour but de restaurer cet engagement au lieu de l'abandonner complètement aux habitants ou aux ONG et IONG.

En revanche, les populations souhaitent que l'État n'intervienne pas trop dans certains domaines de la vie économique et culturelle, et qu'il ne touche pas l'économie d'affection⁶⁵. On attend plutôt qu'il garantisse ces champs (semi-) autonomes en assurant leurs conditions de base. Prenons le cas du commerce: on souhaite que l'État garantisse une certaine stabilité des prix, du taux d'échange et du taux d'inflation ainsi qu'une protection envers les concurrents étrangers, etc. On attend des représentants de l'État, des "*filis du terroir*", qu'ils oeuvrent pour leur région ou pour une certaine clientèle locale. Il s'agit donc d'une tentative d'accès aux ressources de l'État, d'en gagner une portion.

Dans l'ensemble, ma position correspond à celle de Bierschenk et Mongbo (1995) et de Terray:

"les rapports des paysans et de l'État ne sont pas uniformément et unilatéralement antagoniques" (Terray, 1987:17).

⁶⁵ Selon Hyden, les sociétés locales sont marquées d'une "économie d'affection" („economy of affection“, Hyden, 1983: 11) qui s'étend en dehors d'État, garantissant la survie au quotidien (basic survival), la reproduction sociale, les formes de coopération, de réciprocité et les rituels collectifs (social maintenance) et le développement et l'investissement par voies d'accumulation "informelles". Dans ces domaines, l'État est loin des sociétés locales. Une argumentation semblable est soutenue par Ela (1990), critiquée d'être simpliste par Bierschenk / Olivier de Sardan (1998:23p.).

De plus, le retrait de l'État en tant que moteur du développement est également contré par un retrait des paysans qui, par exemple, s'engagent plus davantage dans la contrebande, au lieu de produire des cultures de rente. Le retrait des paysans des échanges sur le marché est d'abord partiel, c'est-à-dire dans quelques secteurs, et avant tout involontaire :

"Withdrawal by the peasantry is neither voluntary nor an optimal alternative... Withdrawal can never be complete, never total.... The spaces of survival into which the peasantry retreat are no autonomous systems of production, nor are they free from state intrusion and intervention. Black markets, smuggling, and tax evasion are all impossible without the collusion of powerful state agents. Government agents are the privileged partners of those who disengage from the official economy.... Withdrawal is this only partial, and it is further circumscribed by the predominance of the capitalist mode of production" (Fatton 1992: 61/62).

L'État, en terme de pénétration de ses institutions dans les campagnes, est faible et fort à la fois⁶⁶. L'État est "faible" ("*soft*", "*weak*"⁶⁷ ou "*feeble state*"), dans la mesure où il n'est pas capable d'imposer son autorité, son monopole de violence sur toute l'étendue du territoire national (Jackson, Rosberg 1982b⁶⁸Kandeh 1992).⁶⁹ Il ne peut pas contrôler tous les espaces de négociations locales, les champs semi-autonomes qui se sont établis. Il est, en revanche, "fort" ("*strong state*") dans la mesure où il peut utiliser ses monopoles en faveur des ruraux et ainsi créer des liens (nationaux).

Cet essai montre certainement la nécessité des réformes administratives dans ce domaine, surtout le projet de la décentralisation, sans rejeter complètement le rôle de l'État. Les changements administratifs, prévus par la décentralisation de l'administration territoriale en cours au Bénin, sont, selon les analyses ci-dessus, tout à fait nécessaire en ce qui concerne

⁶⁶ René Otayek décrit, pour le Burkina Faso, un processus historique dans lequel l'État "oscille" manifestement entre un État "faible" (*feeble state*) et un État "total" (*total state*). La pénétration de l'État n'a jamais été totale, car "the society was able, with success, to oppose its own logic, structures and values. The presence of the contradictory process of 'totalisation' and 'detotalisation' studied by J.-F. Bayart is visible here" (Otayek, 1989: 14, pour le Burkina cf. aussi Savonnet-Guyot (1986).

⁶⁷ "African states may be authoritarian but they are weak" (Chabal, 1992:154).

⁶⁸ Jackson et Rosberg (1982:22) établissent une distinction entre étatsisme juridique (*judicial statehood*) et étatsisme empirique (*empirical statehood*). Selon ces auteurs, beaucoup d'états africains sont faibles car ils ne représentent pas un État dans le sens de Weber („Staat ist diejenige menschliche Gemeinschaft, welche innerhalb eines bestimmten Gebietes ...das Monopol legitimer physischer Gewaltbarkeit für sich (mit Erfolg) beansprucht“, Weber, 1980:822), car ils ne disposent pas de monopole de violence et leurs institutions ne sont pas bien enracinées dans l'ensemble du territoire national. Une des sources les plus importantes est alors la reconnaissance par l'extérieur, sur le plan international. Pour une critique de cette approche voir Heyer, 1997:10.

⁶⁹ Terray parle même d'une sous-administration:

"Mais on peut se demander si beaucoup de difficultés que rencontrent aujourd'hui les États africains ne trouvent pas leurs origine première dans la formidable sous - administration héritée de l'époque coloniale" (Terray, 1987:17).

la région de Tanguiéta. Cependant, il n'est pas du tout donné que ces modifications contribuent automatiquement (comme "panacée") à la mise en place des configurations de pouvoir plus "démocratique" en ce qui concerne la gestion des affaires locales et des problèmes de développement économique ainsi que la résolution des conflits locaux et problèmes interethniques.

8. EPILOGUE (JANVIER 2003)

Depuis les événements de 1995 et 1996, la commune de Tanguiéta a vu des changements importants.

Le plus grand changement est l'établissement de la nouvelle commune de Tanguiéta, part du projet de décentralisation de l'administration publique. Les lois du projet de la décentralisation, tant attendues et préparées, sont entrées en vigueur effectivement au début de l'année 2003. La commune est néanmoins beaucoup plus indépendante face au pouvoir central et elle est dotée de pouvoirs politiques importants. Elle jouit d'une certaine autonomie budgétaire et s'occupe de la gestion d'une large partie des affaires locales. Le sous-préfet et l'administration de la sous-préfecture sont remplacés par un conseil communal élu dirigeant l'administration. Les élections municipales de décembre 2002 ont déterminé des membres du conseil communal qui, bientôt, vont élire le maire, avant l'application des mesures de restructuration de l'administration locale. Les candidats aux élections étaient nombreux, la participation à ces élections, témoignant de l'acceptation de ces projets politiques et du souhait des populations à prendre en charge leurs affaires. Vu les calamités et mutations permanentes qu'a connu la relation État - société locale que j'avais décrites dans cet essai, cette restructuration est certainement bienvenue et le reflet de la maturité des acteurs politiques locaux.

Cependant, il convient d'exprimer certaines réserves et un regard critique en ce qui concerne l'ensemble des effets politiques et la capacité de résoudre tous les conflits ou contradictions détectées ci-dessus.

Est-ce que les représentants de la commune, surtout les membres du conseil communal, vont-ils représenter toutes les différentes couches et groupes sociaux et ethniques de la commune? Est-ce qu'ils sont soumis à des responsabilités et à une transparence ou est-ce

qu'ils développeront une arrogance face aux représentés? Est-ce qu'il se produira une sorte de micro politique d'exclusion des minorités, ou est-ce que la commune se montre intégrateur? Ces questions pertinentes, loin de dévaloriser la restructuration tant nécessaire, rejoignent les analyses et commentaires d'autres observateurs de la scène politique au Bénin (Blundo / Mongbo 1997, Bierschenk 1998, Bierschenk /Floquet /Le Meur 1998, Bierschenk /Olivier de Sardan 1998:12, 50.).⁷⁰ A la fois, ces questions peuvent stimuler des nouvelles recherches comparatives⁷¹.

Au niveau des projets de développement, un autre élément structurant les rapports économiques et sociaux était le lancement du projet PENDJARI de la gestion de production des ressources du parc national Pendjari. En partenariat avec GTZ et d'autres bailleurs de fonds et le Bénin, le projet, pour une première durée de cinq ans, vise à améliorer la situation de la flore et faune du parc, stimuler le tourisme et aider les populations locales. Plusieurs infrastructures de gestion et du tourisme étaient créées, surtout à Tanguiéta et Batia et plusieurs expatriés ont commencé leur travail. Les habitants riverains du parc ont été intégrés, à plusieurs niveaux, dans la gestion et l'exploitation du parc qui a été partiellement autorisée sous contrôle. Plusieurs ont trouvé des emplois comme pisteurs, aides forestiers, guides ou gardiens. Ensemble avec le projet, d'autres microprojets comme la réhabilitation des routes etc. ont été entamés.

Les efforts du projet sont louables, il est cependant question de savoir pourquoi seulement les riverains directs ont été associés (dans les AVC), alors que le parc est d'importance également pour d'autres habitants de la commune. Au niveau des infrastructures,⁷² la construction d'une autoroute goudronnée liant Natitingou, Tanguiéta et la frontière est prévue. La réalisation est attendue et elle pourra créer d'emplois (temporaires) et va dans le futur certainement stimuler le commerce et

⁷⁰ Les auteurs évoquent les défis différents qui ne puissent pas out à coup relevé par ces mesures, et "La question de la démocratie locale reste aujourd'hui totalement ouverte. Les nouvelles instances politiques que la décentralisation va mettre en place (en les dotant de nouvelles compétences), pourront elles imposer leurs modes de régulation et leurs registres de légitimité aux autres acteurs et institutions de la scène locale, et devenir à la longue les foyers démocratiques rêvés par les promoteurs de la décentralisation, ou bien ces nouvelles institutions déjà existantes et négociées, elles aussi, leurs espace limité de manœuvre ?" (ibid.50).

⁷¹ On a besoin des théories de pouvoir qui se réfèrent aux ressources et des modalités différentes du pouvoir (voir Alber 2000) , à la fois visant les aspects de « légitimité » et « structurel », sans répéter la tendances culturalistes qui dominent certains études récentes (surtout Schatzberg 2001).

⁷² Dans les dernières années, à Tanguiéta étaient également construits une maison des jeunes et de la culture, un nouveau bâtiment de la caisse mutuelle CLCAM, un petit supermarché privé, une grande mosquée et plusieurs bars restaurants, une école primaire, un internat des filles etc.. La station de radio a également connue des améliorations, ainsi que l'autogare.

réinforcer l'importance de Tanguiéta comme plaque tournant économique du Nord de l'Atakora. La piste entre Tanguiéta, Koby et Datori a été déjà réhabilitée par le projet PADES. Fin 2002, les travaux de création d'un nouveau marché de Tanguiéta ont également commencé.

Tous ces changements vont certainement changer la situation économique de la commune ainsi que le rapport de pouvoir de ces habitants entre eux et en relation aux autorités étatiques. Les contradictions de base décrites dans cet essai vont néanmoins rester avant qu'un véritable changement des rapports au quotidien n'arrive.

L'issue des futurs développements politiques au niveau local reste ouverte et à observer.

7. REFERENCES

Aderanti, Adepoju 1974: Migration and socio-economic links between urban migrants and their home communities. *Africa* 44 (1974): 383-395

Alber, Erdmute 1997: Le pouvoir local face aux mutations au niveau de l'État. Le cas d'un village bariba. In: *Cahiers d'Études africaines*, XXXVII (1), 145/1997:137-156

Alber, Erdmute 2000: *Im Gewand von Herrschaft: Modalitäten der Macht im Borgou (Nord-Benin) 1900 - 1995* Köln: Köppe, 2000

Alber, Erdmute 2000: *Im Gewand von Herrschaft: Modalitäten der Macht im Borgou (Nord-Benin) 1900 - 1995* Köln: Köppe, 2000

Alexander, Jocelyn 1997: The local state in post-war Mozambique: political practice and ideas about authority. In: *Africa* 67 (1), 1997:1-26

Alexandre, Pierre 1970: Chiefs, commandants and clerks: their relationship from conquest to decolonization in French West Africa, In: Crowder, Michael, Ikime, O. (éds.) *West African Chiefs. Their Changing Status under Colonial Rule and Independence*. New York (Africana Publishing Corporation):5-12

Allen, Chris 1989: Bénin. In: Allen et al. (éds): *Bénin, the Congo, Burkina Faso*. London, New York (Pinter Publ.): 1-144.

Allen, Chris 1992: Restructuring an Authoritarian State: "Democratic Renewal" in Benin. In: *Review of African Political Economy* 54:42-58

Allen, Chris 1996: Understanding African Politics. *Review of African Political Economy* 65, 301-120.

Amin, Samir (éd.) 1974: *Modern Migrations in West Africa* London (Oxford University Press)

- Atchade**, Julien 1995: Forêt nationale de la Pendjari - que s'est-il passé dans le parc ? : LE MATIN, 14 août 1995: 2
- Ayo**, Bamidele S. 1984: Ideology, local administration and problems of rural development in the Republic of Benin. In: Ayo: In. Public Administration and Development, vol 4, no.4 (1984), p.361-372
- Azonnanon**, Fernand 1995: Remaniement préfectoral: du sang neuf pour le Bénin. In: LE MATIN, 11. Septembre 1995:2
- Bako-Arifari**, Nassirou 1995: Démocratie et logiques du terroir au Bénin. In: Politique Africaine 59, octobre 1995:7-24
- Bako-Arifari**, Nassirou 1997: La démocratie entre normes officielles et dynamiques locales. Dynamiques et formes du pouvoir à Founougo/Bénin. Berlin (Das Arabische Buch) Série: Documents de travail sur les sociétés africaines Nr. 6
- Bako-Arifari** Nassirou 2001: La corruption au port de Cotonou. Douaniers et intermédiaires. Politique Africaine 83, 38-58
- Banégas**, Richard 1998: "Bouffer l'argent". Politique du ventre, démocratie et clientélisme au Bénin. In: Bricquet, I.L., F.Sawicki (éds.): La politique clientélaire. Paris (PUF)
- Bangoura**, Dominique 1996: État et sécurité en Afrique. In: Politique africaine, no. 61, mars 1996:39-53
- Bierschenk**, Thomas, Elwert, Georg, Kohnert, Dirk 1991: Langzeitfolgen der Entwicklungshilfe. In: Afrika-Spektrum (26) 91/2:155-180
- Bierschenk**, Thomas 1993: Außenabhängigkeit und Intermediarität. Merkmale des Staates in Benin vor 1989. Sozialanthropologische Arbeitspapiere No. 52/1993, Berlin (Das Arabische Buch)
- Bierschenk**, Thomas 1998: Les arènes locales face à la décentralisation et à la démocratisation. Analyses comparatives en milieu rural béninois, in: Thomas Bierschenk & Jean-Pierre Olivier de Sardan (eds.), Les pouvoirs au village. Le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation, Paris: Karthala: 11 – 5
- Bierschenk**, Thomas, Anne Floquet et P.Y. Le Meur 1998: L'État est-il soluble dans la société civile? Le Bénin rural avant la décentralisation, Bulletin de l'APAD 16: 19 - 40
- Bierschenk**, Thomas 2000: Herrschaft, Verhandlung und Gewalt im modernen Afrika. Zur politischen Soziologie einer afrikanischen Mittelstadt (Parakou, Benin), Afrika-Spektrum 34: 321 – 348
- Bierschenk**, Thomas Bierschenk, Thomas, J.-P. Chauveau et J.-P. Olivier de Sardan (eds.) 2000: Les courtiers en développement. Les villages africaines en quête des projets. Paris: Karthala

- Bierschenk**, Thomas, Jean-Pierre Olivier de Sardan 1996: Les pouvoirs en l'absence de l'État. configurations du pouvoir politique local et rapports à l'État en milieu rurale centrafricain. Berlin (Das Arabische Buch) Serie: Documents de travail sur les sociétés afriaines, Nr. 1
- Bierschenk**, Thomas, Jean-Pierre Olivier de Sardan (eds) 1998: Les pouvoirs au village. Le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation. Paris (Karthala)
- Blundo**, Giorgio, Roch Mongbo (eds.) 1999: Décentralisation, pouvoirs sociaux et réseaux sociaux Decentralization, local-level politics, and social networks. Hamburg: Lit-Verlag, APAD Bulletin, Bd. 16, 1999
- Blundo**, Giorgio et Jean Pierre Olivier de Sardan 2001: La corruption au quotidien en Afrique de l'Ouest. Politique Africaine 83, 8-37
- Bohannan**, Paul 1967: The impact of money on an African Subsistence Economy. In Dalton, George Tribal and Peasant Economies. Garden City (The American Museum of natural History)
- Buchanan**, James 1975: The Limits of Liberty: Between Anarchy and Leviathan. Chicago: University of Chicago Press.
- Burawoy**, Michael 1991: The Extended Case Method' In: Michael Burawoy et al. (eds) Ethnography Unbound. Power and Resistance in the Modern Metropolis. Berkeley: University of California Press, 271-287.
- Chabal**, Patrick 1992: Power in Africa. An Essay in Political Interpretation. London (Macmillan)
- Cohen**, W.B. 1971: Rulers of the Empire. The French Colonial Service in Africa. Stanford (Stanford University Press).
- Cornevin**, Robert 1981: La République Populaire du Benin. Des Origines Dahoméennes à nos jours, Paris (Maisonneuve et Larouse)
- Crousse**, B., E. Le Bris, E. Le Roy (éds.) 1986 Espaces disputés en Afrique Noire. Pratiques foncières locales Paris (Karthala)
- Crowder**, Michel, Ikime, O. (éds.) 1970: Introduction. In: Crowder, Michael and Obaro Ikime (eds) West African Chiefs. Their Changing Status under Colonial Rule and Independence. New York (Africana Publishing Corporation), p.VII-XXIX
- DANA/ONASA** 1993: Rapport préliminaire sur l'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle: cas de Sous-préfecture de Boukombé, Matéri, Coby et Tanguiéta 48p. DANA/ONASA, Cotonou
- DANA/ONASA** 1996: Etude sur le flux des produits vivriers sur les marchés du Bénin: rapport sur le Nord d'Atacora (Tanguiéta, Boukombé, Coby, Matéri). ANA/ONASA. Cotonou
- Desanti**, Henri. 1945: Du Danhomé au Bénin-Niger. Paris (LAROSE)

- Dunn**, John 1986: The Politics of representation and Good Local Government in Post-colonial Africa. In: Chabal, P. (éd.) Political Domination in Africa. Cambridge (Cambridge University Press)
- Ela**, Jean-Marc 1990: Quand l'état pénètre en brousse. Les ripostes paysannes à la crise. Paris (Karthala)
- Elsenhans**, Hartmut 1995: Staatsversagen in Schwarzafrika: Krise des Entwicklungsstaates oder "afrikanische Krise", in: Tetzlaff, Rainer, Ulf Engel et Andreas Mehler (éds.) 1995: Afrika zwischen Dekolonisation, Staatsversagen und Demokratisierung. Hamburg: Institut für Afrika- Kunde (Hamburger Beiträge zur Afrika-Kunde N.45):131-148
- Elwert**, Georg 1983a: Bauern und Staat in Westafrika. Die Verflechtung sozio-ökonomischer Sektoren am Beispiel am Bénin. Frankfurt (Campus)
- Elwert**, Georg 1983b: Notizen zur Mikropolitik des Bauern /Staats- Verhältnisses in der VR Bénin. In: Eva-Maria Bruchhaus (éd.) Afrikanische Eliten zwanzig Jahre nach Erlangung der Unabhängigkeit. Hamburg (Buske):81-96
- Elwert**, Georg 1995a: Boundaries, cohesion and switching: On we-groups in ethnic, national and religious form. In: Borut Brumen & Zmagor Smitek (éds.) : Bulletin of the Slovene Ethnological Society, Vol. 24 (Mediterranean ethnological summer school). Ljubljana 1995:105 - 121.
- Elwert**, Georg 1995b: Gewalt und Märkte. In: Dombrowsky, Wolf. R., Ursula Pasero (éds.) Wissenschaft, Literatur, Katastrophe. Festschrift zum 60. Geburtstag von Lars Clausen. Opladen (Westdeutscher Verlag):123-141
- Evers**, H.-D. & Günther Schlee 1995: Die Strukturierung sozialer Welten: Zur Konstruktion von Differenz in den Handlungsfeldern Markt und Staat. Bielefeld: FSP Entwicklungssoziologie (WP no. 231).
- Fall**, Babacar 1993: Le travail forcé en Afrique Occidentale Française 1900-1940. Paris (Karthala)
- Fatton jr.**, Robert 1992 : Predatory rule : State and civil society in Africa. Boulder ; London: (Lynne Rienner Publ.)
- Floquet**, Anne 1993: Potential d'un développement rural endogène: une étude de cas au sud du Bénin. In: Africa spectrum, vo.28, no.3 (1993):375-385
- Floquet**, Anne 1994: Dynamique endogene du changement technique et organisation paysanne : une étude de cas au sud du Benin. In: Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamiques / sous la dir. de Jean-Pierre Jacob et Philippe Lavigne Delville. - Paris [etc.] (Karthala), p. 273-291.
- Garcia**, Luc 1970: Les mouvements de resistance au Dahomey (1914-1917). In: Cahier d'Études Africaines, vol. 37/1 (1970):144-178
- Gbaguidi**, Noël 1995: Revendication du monopole foncier de l'État, intangibilité du titre foncier et accès à la terre au Bénin. In: Finkler, Harold (éd.) Peoples commission of folk law and legal pluralism. X Conference. Legon (Peoples commission of folk law and legal pluralism)

- Geschiere**, Peter 1993: Chiefs in Colonial Cameroon. Inventing chieftancy French and British Style. In: *Africa* 63 (2) 1993:151-175
- Geschiere**, Peter, Jos Van der Klei, 1987: La relation Etat-paysans et ses ambivalences: modes populaires d'action politiques chez les Maka (Cameroun) et les Diola (Casamance), in: Terray, E. (éd.), *L'État contemporain en Afrique*. Paris (L'Harmattan):297-340
- Gouvernement général de l'Afrique occidentale française** 1906: Le Dahomey. Notices publiées par le Gouvernement générale de l'exposition coloniale de Marseille. Paris (Editions Créte)
- Gouvernement Général de l'Afrique occidentale française** 1931: Le Dahomey. (Exposition coloniale internationale de 1931). Paris (Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales)
- Grätz**, Tilo 1998: Staat, Macht und Gewalt in Tanguiéta. Zur Interpretation gewaltsamer Auseinandersetzungen in Tanguiéta (Nordbenin). In: *Anthropologie der Gewalt* (eds.) S. Heyer, Sonja, J. Köhler. Verlag für Wissenschaft und Forschung, Berlin 1998, 119-130
- Grätz**, Tilo 1999a: The rebellion of Kaba (1916-1917): Images and politics. A case study from northern Benin. In: *MESS. Papers of the Mediterranean Ethnological Summer Symposium, Piran 1997 and 1998. Vol. 3* (eds.) Z. Šmitek, R.Mursič. Županičeva Knjižnica, Ljubljana 1999, 293-307
- Grätz**, Tilo 1999b: La muséification sur place. In: *L'Afrique et le Musée. Numéro Spécial des Cahiers d'Études Africaines*, 155-156; XXXIX-3-4, 829-843 (1999).
- Grätz**, Tilo 2000a: Die Anciens Combattants: von lokaler Elite zur Vereinigung der Bittsteller. Zur sozialen und politischen Situation von Kriegsveteranen in Nordbenin. In: G. Höppner, B. Reinwald (eds.): *Fremdeinsätze. Afrikaner und Asiaten in europäischen Kriegen, 1914-1945*. Berlin 2000(Verlag Das arabische Buch / ZMO Studien): 253-276
- Grätz**, Tilo 2000b: New local radio stations in African languages and the process of political transformation in the Republic of Benin: the case of Radio Rurale Locale Tanguiéta (Northern Benin). In: *African Broadcast Cultures*. (eds.) R. Fardon, G. Furniss. London (James Currey): 110-127
- Grätz**, Tilo 2001 : Les fils (divers) de Tanguiéta. Politische Geschichte und Identitätsprozesse in einer afrikanischen Kleinstadt. In: Horstmann, Alexander, Günther Schlee (Hrsg.) 2001: *Integration durch Verschiedenheit. Lokale und globale Formen interkultureller Prozesse*. Bielefeld (Transcript-Verlag), S.297-232
- Guichard**, Martine 1996: So nah und doch so fremd: Über die Beziehungen zwischen FulBe und Bariba im Borgou (Nordbenin). In: Schlee, Günther, Karin Werner 1996: *Inklusion und Exklusion. Die Dynamik von Grenzziehungen im Spannungsfeld von Markt, Staat und Ethnizität*. Köln (Köppe), p. 107-132
- Gutkind**, P., Cohen, R., Copans, J. 1978 : *African Labor History*, Beverly Hills/London (Sage)

- Habermann, A.** 1942: Monographie de la subdivision de Tanguiéta. Tanguiéta, cercle de Natitingou. Multigr.
- Haubert, Maxime et al. (éds.)** 1992: Etat et Société dans le Tiers-Monde. De la modernisation à la démocratisation ? Paris (Publications de la Sorbonne)
- Heyer, Sonja** 1997: Staatsentstehung und Staatszerfall in Somalia: Dezentralisierungsmodelle jenseits des Staates ? Working Papers on African Societies, No. 23 Berlin (Arabisches Buch)
- Hyden, Goran** 1983: No Shortcuts to Progress: African Development Management in Perspective. London, Ibadan, Nairobi (Heinemann)
- Igué, John O. et Bio G. Soulé** 1992: L'État-Entrepôt au Bénin. commerce informel ou solution à la crise ? (Karthala), Paris
- Jackson, Robert H. und Rosberg, Carl G.** 1982: Why Africa's weak States persist: The Empirical and Juridical in Statehood. In: World Politics - A Quarterly Journal of International Relations, Vol. XXXV, October 1982, p. 1-24
- Kandeh, Jimmy D.** 1992: Sierra Leone: contradictory class functionality of the 'Soft' State in: Review of African Political Economy, november 1992, no. 55:30-43
- Kohnert, Dirk** 1997: Benin. In: Institut für Afrika-Kunde, Rolf Hofmeier (éds.): Afrika Jahrbuch 1996. Opladen (Leske und Budrich):94-99
- Kpakpari, Firmin** 1995: Rapport sur la marche des Natemba. Radio Rurale Tanguiéta, 28.10.1995
- Lachenmann, Gudrun** 1981: VR Benin. Berlin (DIE)
- Lasisi, R.O.** 1988: Colonial Agricultural Policy and Peasant Reaction. The Case of French Togo, 1922-1945. Berlin, SAAP, No.9 (Das Arabische Buch)
- Le Meur, Pierre-Yves** 1995: Etat, paysanneries et pouvoirs locaux au Sud-Bénin. In: Politique Africaine 59, octobre 1995 (Le Bénin):82-101
- Le Meur, Pierre-Yves** 1997: Polycéphalie et multifonctionnalité. Dynamiques et formes de pouvoir dans la commune de Ahouannnonzon (Bénin, Département de l'Atlantique) Berlin (Das Arabische Buch) Série: Documents de travail sur les sociétés africaines, Nr. 5
- Le Meur, Pierre-Yves** 1999: Incertitude institutionnelle. Africa spectrum.
- Le Meur, Pierre-Yves, Cyriaque Adjinacou** 1997: Le politique dans tous ses états. Dynamiques et formes de pouvoir dans la commune de Gbanlin (Bénin, Département de Zou) Berlin (Das Arabische Buch) Serie: Documents de travail sur les sociétés africaines, Nr. 7
- Le Roy, Etienne** 1996a: Gouvernance et décentralisation ou le dilemme de la légitimité dans la réforme de l'État africain de la fin du XXème siècle. In: l'État en Afrique: indigénisations et modernités. Cahier du GEMDEV, No.24. juin 1996:101
- Le Roy, Etienne** 1996b: L'odyssée de l'Etat. Introduction au thème (Besoin d'état). In: Politique Africaine, no.63, 1996:5-17

- Leplaideur**, Marie-Agnès 1995: Avant propos, in: SYFIA 1995: Feux de brousse. Paris (Syros):9-16
- Lloyd**, Peter (éd.) 1966: The New Elites of Tropical Africa. Oxford, London (Oxford University Press/I.A.I.)
- Lombard**, Jacques 1967: Autorités traditionnelles- pouvoirs européens en Afrique Noire: le déclin d'une aristocratie sous le régime colonial. Paris (Armand Colin)
- Long**, Norman 1989: Introduction. In: Encounters at the interface. A perspective on social discontinuities un rural development. Wageningse sociologische studies 27. Wageningen (Wageningen Agricultural University):1-10.
- Maurice**, Albert- Marie 1986 [1950]: Atakora. Otiau-Otammari-Osuri. Peuples du Nord- Benin. Paris (Académie des Sciecnes d'Outre-Mer)
- Mayrargue**, Cédric 1996 „Le caméléon est remonté en haut de l'arbre": le retour au pouvoir de M. Kérékou au Bénin in: Politique Africaine, no.60 1996:124-131
- Mazrui**, Ali A. (éd.) 1977: The Warrior Tradition in Modern Africa. Leiden (Brill)
- Médard-Béraud**, M., M.J.-L. Brunet, M.L. Siffert (éds) 1900: Dahomey. (Exposition universelle 1900: colonies et pays de protectorat) Paris (Alean-Levy)
- Miller**, Norman 1968: The Political Survival of Traditional Leadership. in: Journal of Modern African Studies. Vol 6, no. 2, august 1968:183-201
- Mongbo**, Roch 1992: La dynamique des organisations paysannes et la negociation quotidienne du développement rural à la base. Etude de cas au Bénin. Montpellier (APAD)
- Moore**, Sally Falk 1978: Law and social change: the semi-autonomous social field as an appropriate subject of study. In: Moore, Sally Falk: Law as a process. London (Routledge and Kegan Paul), p. 54-81
- Mouterde**, R.P. Nicolas 1962: Dahomey- nord-ouest: Tanguiéta. In: Echo des missions africaines de Lyon, no. 5, 1962:101-104
- Mühlmann**, W.E. 1977: Die charismatische Verführung. Einleitung. in: Goetze, Dieter : Castro, Nkrumah, Sukarna: eine vergleichende soziologische Untersuchung zur Strukturabalyse charismatischer Führung. Opladen (Westdeutscher Verlag), p. VII-XXVIII
- Noanti**, Constant 1986: Les migrations dans le nord du Benin. memoire de maitrise UNB Abomey-Calavi, Ms.
- N'Ouéni**, Raphael Windali 1994: The politics of language in Bénin. In: Fardon, Richard and Graham Furniss (éds.) 1994: African languages, developement and the state. London (Routledge), 55-61
- Olivier de Sardan**, J.P. 1996: L'économie morale de la corruption en Afrique, in: Politique Africaine No.63.:97-116
- Olivier de Sardan**, Jean-Pierre 1995: Anthropologie et Developpement. Paris (Karthala)

- Osterkamp**, Rigmar 1995: Staatsversagen und Staatsinterventionismus als eine Ursache der spezifischen Probleme in Afrika. in: Tetzlaff, Rainer, Ulf Engel et Andreas Mehler (éds.) : Afrika zwischen Dekolonisation, Staatsversagen und Demokratisierung. Hamburg (Institut für Afrika-Kunde) (Hamburger Beiträge zur Afrika-Kunde N.45):p.115-130
- Otayek**, René 1989: Burkina Faso: Between feeble state and total state, the swing continues, in: Cruise O'Brien, Donal et al. (éds.) Contemporary West African States. Cambridge (Cambridge University Press), p. 13-30
- Paulenz**, Simon 1999: Selbstjustiz in Benin. In Afrika spectrum, 34 /99 1:59-83
- Poluha**, Eva and Mona Rosendahl (ed.) 2002 Contesting 'good' governance : crosscultural perspectives on representation, accountability and public space. London [u.a.] : Routledge Curzon.
- Ranger**, Terence and Olufemi Vaughan (éds.) 1993: Legitimacy and the state in Twentieth-Century Africa. Essays in Honour of A.H.M. Kirk-Greene. Basingstoke and London (Macmillan)
- Razafindrakto**, M. & F. Roubaud 1996: Ce qu'attendent les Tananariviens de la reforme de l'Etat et de l'économie. In. Politique africaine 61 (1996): 54-72
- Rösel**, Jacob & Trutz von Trotha (Hg.)1999: Dezentralisierung, Demokratisierung und die lokale Repräsentation des Staates. Theoretische Kontroversen und empirische Forschungen, Köln: Rüdiger Köppe
- Rudebeck**, Lars 1997: 'To seek Happiness': Developement in a West African Village in the Era of Democratisation. In: Review of African Political Economy, No. 71/1997::75-86
- Savonnet-Guyot**, Claudette 1986: Etat et sociétés au Burkina. Paris (Karthala)
- Schatzberg**, Michael G. 2001: Political legitimacy in Middle Africa : father, family, food . Bloomington [u.a.] : Indiana Univ. Press.
- Shore**, Cris and Susan Wright 1997: Anthropology of policy: critical perspectives on governance and power. London [u.a.] : Routledge.
- Sommer**, Jörn 2001: Unterschlagen und Verteilen. Zur Beziehung von Korruption und sozialer Kontrolle im ländlichen Bénin. Frankfurt/M.:Campus.
- Spittler**, Gerd 1977: Staat und Klientelstruktur in Entwicklungsländern. Zum Problem der politischen Organisation von Bauern. in: Europäisches Archiv für Soziologie 18:57-83
- Spittler**, Gerd 1978: Herrschaft über Bauern. Die Ausbreitung staatlicher Herrschaft und einer islamisch-urbanen Kultur in Gobir (Niger). Frankfurt/M., New York (Campus)
- Spittler**, Gerd 1981: Verwaltung in einem afrikanischen Bauernstaat. Das koloniale Französisch-Westafrika 1919-1939. Stuttgart, Wiesbaden (Steiner)

- Tachin**, Emmanuel S. 1996: Fusillades meurtrières à Tanguiéta: Maladresses fatales de l'autorité administrative: LE MATIN, 8 Mars 1996:4-5
- Teiga**, Marcus Boni 1995: Sambieni - le roi de l'évasion. Enquête sur la vie et la mort d'un mystérieux gangster. Cotonou (Golfe Livres)
- Terray**, Emmanuel (éd.) 1987: Introduction. In: Terray, E. (éd.), L'État contemporain en Afrique. Paris (L'Harmattan):9-19
- Tiando**, Emmanuel 1987: En souvenir de Bio Tchanyeba dit Kaba Héros de la résistance à l'invasion coloniale dans l'Atakora 1916-1917- à l'occasion de la 70 anniversaire du fin de la rébellion. EHUZU no. 2917 et 2918; 7 et 8 avril 1987
- Tiando**, Emmanuel 1997: La "pacification" de l'Atakora après la répression de la révolte de Kaba (1917-1926). In: La Nation, 7 avril 1997 (No.1708)
- Tordoff**, W. 1993² : Government and politics in Africa. Basingstoke (Macmillan)
- Tossou**, Rigobert Cocou 1995: Peoples' response to policy change in Agricultural Development Organisation. The Benin case. Agricultural Université Wageningen. Thèse multigr.
- Trotha**, Trutz von 1994: Koloniale Herrschaft. Zur soziologischen Theorie der Staatsentstehung am Beispiel des „Schutzgebietes Togo". Tübingen (Mohr)
- van Binsbergen**, W. and Peter Geschiere (èds.) 1985 : Old modes of production and capitalist encroachment. Anthropological Explorations in Africa. London (Routledge and Kegan)
- Villalón**; Leonardo A. (ed.) 1998: The African state at a critical juncture : between disintegration and reconfiguration. Boulder , Colo. [u.a.] : Lynne Rienner
- Weber**, Max 1980 [1920]: Wirtschaft und Gesellschaft - Grundriß der verstehenden Soziologie. Besorgt von Johannes Winckelmann. 5. rev. Auflage, Studienausgabe, Tübingen (Mohr)
- Wong**, Diana 1982: Bauern, Bürokratie und Korruption. Ein Beitrag zur Analyse des bürokratischen Staates am Fall Bénin. In Afrika zwischen Subsistenzökonomie und Imperialismus (éd.) G.Elwert. und Fett, R. Frankfurt, (Campus) 235-253.
- Wunsch**, James, Dele Olowu (eds.) 1990: The failure of the centralized state - Institutions and Self-governance in Africa, Boulder, Col.
- Yedoubi**, Pascal 1996: Irrégularités au ministère de la Jeunesse et du Sport: L'horizon n. 003 19-31 août 1996: 3.

Journaux at autres:

La Nation, 13.2.96.

La Nation du 21.3.1996

Autres Sources :

l'Horizon, 3.3.1996:2

Le Citoyen, No.19, jeudi 4.7.1996:3 et 12

Le Matin 1995: Entretien avec M. Mohamed Alidou, chef de la station rurale locale de Banikoara, Le Matin, Vendredi, 1er septembre 1995:16

Le Matin 1996 Nomination des préfets et sous-préfets. Les critères du MISAT. 1996:3.

Le Matin 1996: Une escroquerie organisée. Interview avec Jérôme Sacca Kina. 10.6.1996:4

Le Matin 1996: L'Afrique est déçue par la démocratie. interview de Mgr. Isidore de Souza. 15.3.1996:3

Le Matin, 22.2.96, 25.2.96

ORTB-Radio Cotonou (SW), 12.2.96; 22.02.96

ORTB-TV 26.12.00